



**Convention internationale  
sur la protection des droits  
de tous les travailleurs  
migrants et des membres  
de leur famille**

Distr. générale  
6 juin 2017  
Français  
Original : espagnol  
Anglais, espagnol et français  
seulement

---

**Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs  
migrants et des membres de leur famille**

**Examen des rapports soumis par les États parties  
en application de l'article 73 de la Convention,  
selon la procédure simplifiée d'établissement  
des rapports**

**Troisièmes rapports périodiques des États parties attendus  
en 2015**

**Équateur\*, \*\***

[Date de réception : 3 mai 2017]

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

\*\* Les annexes peuvent être consultées aux archives du secrétariat.



## Table des matières

	<i>Page</i>
Sigles et acronymes .....	3
Section I.....	4
A. Renseignements généraux .....	4
B. Renseignements relatifs aux articles de la Convention .....	13
1. Principes généraux .....	13
2. Deuxième partie de la Convention .....	14
3. Troisième partie de la Convention.....	16
4. Quatrième partie de la Convention.....	31
5. Sixième partie de la Convention.....	33
Section II .....	42
Section III .....	43

## Sigles et acronymes

CNII	Conseil national pour l'égalité intergénérationnelle
CONGOPE	Consortium des gouvernements autonomes provinciaux
DDC	Direction suisse du développement et de la coopération
DINAPEN	Direction nationale de la police des mineurs
GAD	Gouvernement autonome décentralisé
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICMD	Initiative conjointe pour la migration et le développement
INEC	Institut national de la statistique et des recensements
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SPAVT	Système national de protection et de prise en charge des victimes et des témoins
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

## Section I

### A. Renseignements généraux

#### 1. Réponse au paragraphe 1 de la liste de points

1. Les procédures administratives internes devant permettre à l'Équateur de reconnaître la compétence du Comité pour recevoir des communications, conformément aux articles 76 et 77 de la Convention, sont engagées.

#### 2. Réponse au paragraphe 2 de la liste de points

2. Des mesures ont été prises pour ratifier la Convention n° 143 de l'OIT sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires) (1975), à savoir notamment :

a) L'adoption, en 2008, de la Constitution de la République de l'Équateur qui reconnaît le droit des personnes à une vie digne et qui garantit, entre autres, le droit au travail, à l'emploi et à la sécurité sociale ainsi que le droit de transiter librement sur le territoire national et de choisir son lieu de résidence, d'entrer dans le pays et d'en sortir librement. Elle interdit les expulsions collectives d'étrangers et pose le principe du traitement des dossiers au cas par cas (art. 66, par. 2 et 14).

3. La Constitution défend le principe de la citoyenneté universelle et prône la libre circulation de tous les habitants de la planète ainsi que la disparition progressive de la condition d'étranger afin de transformer les rapports d'inégalité entre les pays, en particulier entre le Nord et le Sud (art. 416, par. 6). L'État équatorien s'engage à respecter les droits de l'homme, en particulier ceux des migrants, conformément aux obligations que lui imposent les instruments internationaux auxquels il a souscrit (art. 416, par. 7).

4. La Constitution garantit aux travailleurs sans aucune distinction le plein respect de leur dignité, une vie décente, une rémunération ou rétribution juste et l'exercice d'un emploi digne et librement choisi ou accepté (art. 33). L'État est tenu d'assurer la protection des enfants et des adolescents contre toute forme de travail abusive ou d'exploitation économique et contre tout type de violence, de mauvais traitement et d'exploitation sexuelle ou autre, sans aucune distinction fondée sur l'origine ou le statut migratoire (art. 46, par. 2 et 4).

5. La Constitution garantit l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, à une rémunération équitable et à l'exercice par les femmes d'une activité indépendante, sans aucune distinction fondée sur le pays d'origine ou le statut migratoire ; elle reconnaît comme une activité productive le travail non rémunéré d'autosubsistance et de soin accompli au sein du foyer (art. 332 et 333).

b) La loi organique sur la mobilité humaine (voir annexe 1) qui institue divers droits et garanties pour les travailleurs migrants a été publiée le 6 février 2017. Tout étranger résidant en Équateur a le droit de travailler et d'accéder à la sécurité sociale (art. 51 de la loi). Les droits des personnes circulant de manière régulière, des réfugiés, des personnes bénéficiant du droit d'asile ou des apatrides y sont reconnus, y compris le droit de travailler sur le territoire équatorien (art. 90).

6. La loi organique sur la mobilité humaine dispose que les instances compétentes dans le domaine du travail veillent à ce que les institutions publiques et privées garantissent les droits des travailleurs étrangers vivant en Équateur (art. 132).

7. En vertu de la loi organique sur la mobilité humaine, est passible d'une amende tout employeur qui ne verse pas à un travailleur migrant, ou ne lui solde pas, le salaire minimum de base prévu par l'autorité chef de file en matière de travail (art. 170, par. 9).

8. S'agissant de la ratification des conventions nos 143 et 181 de l'OIT, celle de la Convention n° 143 est désormais possible et tout sera fait pour la mener à bien. En revanche, la ratification de la Convention n° 181 n'est pas envisageable car elle régit le fonctionnement des agences d'emploi privées, lesquelles n'existent pas en Équateur.

### 3. Réponse au paragraphe 3 de la liste de points

9. Le Bureau du Défenseur du peuple (*Defensoría del Pueblo*) a entrepris l'élaboration d'un avant-projet de loi organique relative au Bureau du Défenseur du peuple qui a donné lieu à de vastes consultations et débats dans diverses provinces et au sein même de l'institution. Le 9 décembre 2013, l'Assemblée nationale a été saisie du projet de loi organique relative au Bureau du Défenseur du peuple, qui régit les fonctions et la structure de cette institution et a pour objectif de promouvoir et protéger les droits fondamentaux reconnus dans la Constitution et les instruments internationaux.

10. Le projet de loi susmentionné introduit une procédure rapide, claire et efficace pour le déroulement des enquêtes du Défenseur du peuple ; dans le domaine des droits de l'utilisateur et du consommateur, il institue la notion de consommation responsable et solidaire, et améliore la procédure permettant de protéger ces droits ; il crée le registre des fournisseurs de biens et services pour imposer, notamment, la mise en place de systèmes d'évaluation de la satisfaction. Le projet de loi définit aussi les conditions minimales que les institutions nationales de défense des droits de l'homme doivent réunir et prévoit des garanties d'indépendance et d'autonomie dans la gestion institutionnelle.

11. Le 24 septembre 2014, la Commission de la participation citoyenne et du contrôle social a présenté à l'Assemblée nationale pour examen en première lecture le rapport sur le projet de loi organique relative au Bureau du Défenseur du peuple. La Commission devrait mettre au point le texte qui sera examiné en deuxième lecture.

12. En 2015, le Bureau du Défenseur du peuple a publié un document dans lequel il répond au Sous-Comité d'accréditation de l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'homme à propos de ses recommandations concernant sa réaccréditation ; dans ce document, il apporte les précisions ci-après en réponse à l'observation relative au pluralisme.

13. Le diplôme de droit requis pour exercer la fonction de Défenseur du peuple est un diplôme de troisième année et non pas un doctorat de troisième cycle, conformément à l'article 216 de la Constitution qui dispose que « pour être désigné Défenseur du peuple, il faut remplir les mêmes conditions que celles qui sont requises pour les magistrats près la Cour nationale de justice et justifier d'une vaste expérience dans le domaine de la défense des droits de l'homme ». De même, en vertu du paragraphe 2 de l'article 183, parmi les conditions requises pour exercer les fonctions de magistrat près la Cour nationale de justice, « il faut être titulaire d'un diplôme de troisième année de droit, légalement reconnu dans le pays ».

14. En outre, la loi organique sur l'enseignement supérieur (2010) établit une distinction dans les niveaux de formation entre la troisième année et le troisième cycle. Ainsi, le paragraphe b) de l'article 118 de cette loi précise que « sont des diplômes de troisième année la licence ainsi que les diplômes universitaires professionnels et polytechniques et leurs équivalents ». Il est indiqué au paragraphe c) que « sont des diplômes de troisième cycle le diplôme professionnel de spécialiste et les diplômes universitaires de maîtrise, doctorat ou équivalent ». Le doctorat en fait donc bien partie.

15. Par conséquent, le diplôme requis pour exercer les fonctions de Défenseur du peuple est un diplôme de troisième année et la désignation du titulaire s'effectue à l'issue d'un concours.

### 4. Réponse au paragraphe 4 de la liste de points

a) i)

16. La loi organique sur la mobilité humaine porte abrogation de la loi sur les migrations, de la loi sur les étrangers et de la loi sur les documents de voyage ainsi que de leurs règlements d'application, harmonisant ainsi le système normatif avec les dispositions constitutionnelles. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 2 de la liste de points

ii)

17. Conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 52 de la Convention, l'Équateur n'interdit pas aux étrangers de travailler dans des sociétés de sécurité

privées (art. 5, 391, 392 et 393 de la Constitution). Il délimite seulement les contours de la gestion et de la prestation de services spécifiques par les étrangers. L'activité salariée dans les sociétés de sécurité est garantie par la loi organique sur la mobilité humaine (art. 4, 5, 6 et 13).

*b) i)*

18. Parmi les droits reconnus aux travailleurs migrants dans la loi organique sur la mobilité humaine, certains concernent : a) la reconnaissance de la situation de vulnérabilité (art. 21) ; b) la définition de la personne en transit et l'exonération des frais de visa (art. 55) ; c) le statut migratoire de travailleur correspondant au visa délivré (art. 55) ; d) le statut migratoire de travailleur (art. 50, par. 1) ; e) le contrôle de la situation des travailleurs migrants (art. 132).

19. Divers droits sont définis aux articles 43 à 52 : le droit à la libre circulation et à une migration sans risques, le droit de solliciter un statut migratoire, le droit de participer à la vie sociale et de créer des associations, le droit d'avoir accès à la justice dans des conditions d'égalité, le droit des enfants et des adolescents à l'intégration, le droit de participer à la vie politique, le droit à la reconnaissance des études supérieures et à l'homologation des diplômes, le droit au travail et à la sécurité sociale, le droit à l'éducation et le droit à la santé, entre autres.

*ii)*

20. Les articles 43 et 44 de la loi organique sur la mobilité humaine prônent le respect des personnes étrangères et défendent leur droit d'obtenir un statut migratoire, conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination et au droit à la libre circulation responsable et à une migration sans risques.

21. Les mécanismes de régularisation inclus dans la loi organique sur la mobilité humaine sont évoqués dans les articles suivants :

- Catégories de migrants (art. 54) ;
- Personnes bénéficiant d'une protection pour des raisons humanitaires (art. 58) ;
- Résidence temporaire (art. 60 à 62) ;
- Résidence permanente (art. 63 à 65) ;
- Visas (art. 66 à 69) ;
- Naturalisation (art. 70 à 82) ;
- Citoyenneté sud-américaine (art. 83 à 89) ;
- Asile (art. 95 à 97) ;
- Refuge (art. 98 à 109) ;
- Apatridie (art. 110 à 116) ;
- Réglementation des conditions d'entrée, de séjour et de départ des étrangers (art. 131 à 162).

*iii)*

22. L'Équateur respecte les garanties d'une procédure régulière en cas de poursuites administratives engagées contre les auteurs d'infractions à la législation sur les migrations ; reconnaissant le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et de l'adolescent, il interdit rigoureusement la détention administrative d'un mineur ayant commis ce type d'infraction. Cette interdiction s'applique aussi aux parents (art. 170 et 171 de la loi organique sur la mobilité humaine).

*iv)*

23. La loi organique sur la mobilité humaine prévoit des mesures de substitution à la détention qui sont prises en priorité pour faire face aux migrations irrégulières : départ

volontaire et mesures conservatoires, comme l'obligation de se présenter régulièrement à l'autorité chargée de la mobilité humaine, versement d'une caution et autres mesures garantissant la présence de l'intéressé pendant la procédure de reconduite à la frontière (art. 142 et 145).

v)

24. La loi organique sur la mobilité humaine prévoit une autre option que l'expulsion, à savoir le départ volontaire du pays dans un délai de trente jours si l'intéressé n'a pas régularisé sa situation dans les délais fixés par la loi (art. 142). Le principe de non-refoulement est garanti par la Constitution (art. 66, par. 14).

vi)

25. En Équateur, tout étranger a droit à la libre circulation responsable et à une migration sans risques ; il a le droit de solliciter un statut migratoire, d'obtenir les informations correspondantes, de participer à la vie sociale et de créer des associations, et d'avoir accès à la justice dans des conditions d'égalité ; il a droit à l'homologation de ses diplômes, au travail et à la sécurité sociale, à la santé et à la participation à la vie politique. Le droit de migrer est ainsi appliqué dans la pratique, conformément aux conditions requises pour entrer sur le territoire national et en sortir, dès lors que la personne est dûment inscrite sur le registre migratoire.

26. La Direction de l'insertion de la communauté étrangère, qui relève du Vice-Ministère de la mobilité humaine, a créé huit unités d'insertion dans chacune des huit coordinations régionales du pays. Ces unités donnent aux migrants des informations, prennent en charge les situations d'urgence et de vulnérabilité ainsi que les démarches à accomplir à la demande des consulats ou des familles d'étrangers privés de liberté, et les adressent, le cas échéant, à d'autres institutions publiques.

vii)

27. L'article 47 de la loi organique sur la mobilité humaine consacre le droit d'accéder à la justice dans des conditions d'égalité et aux garanties d'une procédure régulière pour faire valoir ses droits ; les procédures de migration telles que la loi les définit aux articles 138, 144 à 146 et 171, sont donc conformes aux dispositions de l'article 76 de la Constitution.

28. Le Service de la défense publique a adopté une résolution de caractère social sur l'assistance juridique accordée à des catégories de population prioritaires ; cette résolution, qui vise expressément les personnes en situation de mobilité (à savoir les migrants), défend également les droits de tous les travailleurs résidant en Équateur, qu'ils soient équatoriens ou étrangers.

viii)

29. S'agissant des procédures de délivrance de visas, les différentes catégories de visas sont définies à l'article 66 de la loi organique sur la mobilité humaine, mais le règlement qui doit régir ces procédures est en cours d'élaboration. Quant au droit de demander la naturalisation, il est défini à l'article 70 de ladite loi et est expliqué à l'annexe 15 relative aux conditions d'obtention des visas.

ix)

30. Le chapitre V de la loi organique sur la mobilité humaine, consacré à la protection internationale, reconnaît l'asile diplomatique, l'asile territorial ainsi que les droits de chercher refuge et de demander la reconnaissance de la condition d'apatride (art. 58). La loi garantit ainsi les principes de non-refoulement et de non-discrimination des personnes en situation de mobilité, parmi lesquelles figurent celles qui bénéficient de la protection internationale ; au chapitre III, elle reconnaît expressément les droits au travail et à la sécurité sociale des bénéficiaires de l'asile, des réfugiés et des apatrides.

31. Le chapitre V de la loi organique sur la mobilité humaine, qui inclut les définitions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 relatif au statut

des réfugiés, utilise aussi la notion élargie de personne réfugiée, développée dans la Déclaration de Carthagène de 1984 ; cette loi prévoyant des garanties spécifiques pendant la procédure de reconnaissance du statut de réfugié, la législation interne est conforme aux règles et normes du droit international en la matière (art. 98).

32. La loi organique sur la mobilité humaine est conforme aux dispositions de la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie ; elle constitue un cadre normatif plus protecteur en la matière et offre aux apatrides des conditions favorables pour pouvoir obtenir la naturalisation et, ainsi, trouver une solution à leur situation. Toute personne considérée comme apatride peut obtenir la naturalisation dans un délai de deux ans à compter de la reconnaissance de sa condition, ce qui représente une avancée considérable (art. 110).

33. À plusieurs reprises, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a considéré les politiques mises en œuvre par le Gouvernement équatorien à l'égard des réfugiés comme un exemple pour la région et le reste du monde. Ces politiques visent à rendre possible une véritable insertion sociale des réfugiés et à lutter contre la discrimination. À l'heure actuelle, l'Équateur est le pays d'Amérique latine qui compte le plus de réfugiés, à savoir 60 253 personnes, avec un taux d'insertion de 59,7 %.

x)

34. Le chapitre VI de la loi organique sur la mobilité humaine contient des dispositions qui régissent l'exercice des droits et obligations des personnes en situation de mobilité ainsi que le rôle des institutions et des mécanismes concernés ; ces personnes sont notamment les émigrés, les immigrés, les personnes en transit, les ressortissants équatoriens de retour dans le pays, les personnes ayant besoin d'une protection internationale et les victimes de la traite d'êtres humains et du trafic de migrants.

35. La loi organique sur la mobilité humaine souligne la nécessité de faciliter la régularisation des personnes étrangères, ce qui est le meilleur moyen de protéger et garantir leurs droits. Elle prévoit la réduction du nombre de catégories de migrants, considère le principe du regroupement familial comme une priorité et définit des procédures d'obtention de visas reposant sur les principes d'égalité et de diligence, sur la déconcentration territoriale, la qualité des services, l'empathie et la simplification des démarches.

36. Le Code pénal (art. 91, 92 et 94) réprime la traite des personnes sous ses différentes formes (prélèvement d'organes, exploitation sexuelle, y compris la prostitution forcée, le tourisme sexuel et la pédopornographie, exploitation par le travail, promesse de mariage, servitude pour dette, adoption illégale, mendicité, recrutement forcé) et pose le principe de la non-responsabilité pénale des victimes.

37. En septembre 2011, le Ministère de l'intérieur a pris la direction des politiques publiques relatives au problème social que pose la traite des personnes. Ces politiques s'articulent autour de quatre axes : a) prévention – promotion des droits, b) enquête – sanction, c) protection spécifique – réparation intégrale des victimes, et d) coordination interinstitutionnelle nationale et internationale. La Commission interinstitutionnelle qui avait été constituée quelques années auparavant continue d'assurer l'exécution, le suivi et l'évaluation des activités.

38. Pour donner suite efficacement aux plaintes pour traite d'êtres humains dont la police judiciaire, le parquet général et le Conseil national de la magistrature ont à connaître, un logiciel a été mis au point : INFOTRATA – MAPEO GEOGRÁFICO SOCIAL. Une base de données de référence sur les infractions sexuelles commises sur des mineurs dans le secteur du tourisme a été constituée dans 13 provinces.

39. Le Ministère du tourisme, qui participe à la mise en œuvre du Plan régional de lutte contre la traite des personnes, a élaboré un projet relatif à la prévention de l'exploitation sexuelle des mineurs dans le secteur des voyages et du tourisme ; en coordination avec le parquet général, une base de données de référence sur les infractions sexuelles commises sur des mineurs dans le secteur du tourisme a été constituée dans 13 provinces en 2011.

40. En 2012, en coordination avec les conseils cantonaux, des ateliers ont été organisés au niveau national sur le rôle des instances de réglementation et de contrôle du secteur du



tourisme, l'objectif étant de proposer des « pistes » ou des protocoles pour rétablir dans leurs droits les mineurs victimes d'exploitation sexuelle dans ce secteur d'activité. Actuellement, le Ministère du tourisme participe à la mise en œuvre du plan national de prévention dont le Ministère de l'intérieur assure la direction. Dans ce contexte, conformément au Règlement relatif à l'hébergement touristique paru au Journal officiel n° 465 de 2015, l'Autorité nationale chargée du tourisme est habilitée à procéder à des inspections, à tout moment et à l'improviste.

41. Une formation a été assurée aux opérateurs de la ligne téléphonique 1800-DELITO, aux organes législatifs, réglementaires et de contrôle, à la police judiciaire et aux équipes de la Direction nationale de la police des mineurs (DINAPEN). La première rencontre nationale sur la traite des personnes et le trafic de migrants, organisée avec la coopération de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a eu pour thème « Genre, accès à la justice, droits de l'homme et politiques publiques ». De même, une campagne intitulée « Ouvrons les yeux » a eu lieu de 2012 à 2014, et des stages et ateliers sur la prévention de la traite et du trafic de migrants ont été organisés pour les étudiants, les agents des services de l'immigration, de la police des frontières et des services de police spécialisés.

42. Un système d'enregistrement des cas a été mis au point et un protocole consulaire d'assistance aux victimes a été élaboré.

43. Un protocole binational de prise en charge des victimes a été conclu entre l'Équateur et le Pérou. Un mémorandum d'accord a été conclu avec la Colombie pour la prévention de la traite, l'enquête sur cette infraction, l'assistance aux victimes et leur protection (2012). En coordination avec les autorités locales, sept programmes cantonaux de prévention et de répression ont été mis au point. En 2013, avec le soutien de l'OIM, un protocole national harmonisé de protection et d'assistance intégrale aux personnes victimes de la traite ainsi qu'un manuel pour l'enquête et le traitement de cette infraction ont été élaborés.

44. Dans le cadre d'accords de coopération technique et financière avec des organisations de la société civile, le Ministère de l'inclusion économique et sociale offre des services spécialisés d'aide aux victimes de la traite, dans différents domaines : logement, alimentation, prise en charge et accompagnement psychologiques.

45. Depuis 2013, le parquet accorde beaucoup d'importance à l'amélioration de la procédure pénale applicable aux délits sexuels et à la traite d'êtres humains dont sont victimes des mineurs ; les mesures suivantes ont donc été prises.

46. Un règlement applicable aux nouvelles unités de gestion des affaires a été élaboré ; il prévoit la création de deux entités chargées du traitement des cas de traite : le parquet spécialisé dans les violences sexuelles et intrafamiliales et le parquet spécialisé dans la criminalité organisée.

47. Cent quatre-vingt-cinq guichets de dépôt de plaintes ont été ouverts ; dès lors qu'ils repèrent des infractions dont les victimes présumées sont des mineurs, ils font intervenir des équipes composées de médecins, de travailleurs sociaux et d'un médecin légiste afin de procéder à une expertise complète.

48. Une formation a été dispensée à 232 membres des équipes chargées de mission auprès des services d'enquête du ministère public spécialisés dans la criminalité transnationale et internationale organisée.

49. Des protocoles ont été élaborés pour le système de santé, les équipes d'experts du parquet et les médecins légistes assermentés par le Conseil de la magistrature.

50. Le Système national de protection et de prise en charge des victimes et des témoins (SPAVT) a été mis en place. Pour le volet protection des victimes, il relève des services publics d'aide institutionnelle et de protection spéciale.

51. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 31 de la liste de points.

c)

52. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 2 de la liste de points.

## 5. Réponse au paragraphe 5 de la liste de points

53. Des informations sur ce point figurent à l'annexe 2 qui présente un tableau des formations. Des renseignements complémentaires sur le comité gouvernemental interinstitutions figurent dans la réponse au paragraphe 8 de la liste de points.

## 6. Réponse au paragraphe 6 de la liste de points

54. Pour élaborer la loi organique sur la mobilité humaine, l'Assemblée nationale a reçu des recommandations et propositions émanant de diverses associations, d'institutions nationales et internationales et d'organisations non gouvernementales ; ont également apporté leur contribution les représentants du HCR en Équateur, l'Association des émigrés rapatriés d'Esmeraldas, le Service de la mobilité humaine du Gouvernement autonome décentralisé de Pichincha, le Bureau du Défenseur du peuple, la Fédération nationale des migrants de retour dans le pays, Terre des hommes, 1800Migrante.com, la Coopérative de production, des personnes en situation de mobilité et des représentants de la communauté étrangère en Équateur. Tous se sont prononcés sur divers aspects de la loi organique sur la mobilité humaine, par exemple la citoyenneté universelle, le statut de réfugié, les procédures administratives pour les migrants et l'octroi de l'assistance juridique aux Équatoriens privés de liberté à l'étranger. La majeure partie de ces recommandations et propositions ont été favorablement accueillies.

55. En 2016, le Vice-Ministère de la mobilité humaine a lancé, avec l'appui de l'OIM, la campagne nationale contre la xénophobie et la discrimination dans 26 établissements d'enseignement secondaire de 13 provinces, sensibilisant ainsi 8 916 élèves de terminale. On trouvera plus de renseignements dans la réponse au paragraphe 13 b) de la liste de points.

## 7. Réponse au paragraphe 7 de la liste de points

56. Le Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine, par l'intermédiaire du Vice-Ministère de la mobilité humaine, a élaboré en coopération avec l'OIM et le PNUD, et avec des fonds de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), un projet qui permettra de mettre en œuvre des activités dans le domaine de la mobilité humaine. Ce projet, qui devrait être exécuté pendant toute l'année 2017, comporte cinq composantes :

- 1) Mise en place du système d'information sur les migrations ;
- 2) Mise en place de systèmes de coordination interinstitutionnelle pour assurer l'inclusion et l'exercice des droits des personnes en situation de mobilité ;
- 3) Conception de modules de formation sur différents aspects de la politique publique relative à la mobilité humaine ;
- 4) Mise en place de mécanismes de coordination et d'optimisation de la coopération internationale sur des thèmes liés à la mobilité humaine ;
- 5) Élaboration du programme d'échange d'informations sur les migrations, au sein des institutions et entre elles ; formation et perfectionnement des ressources humaines du Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine.

57. L'État équatorien dispose notamment des instruments suivants.

### *Accord conclu entre l'Équateur et le Venezuela*

58. Cet accord, conclu le 6 juillet 2010, permet d'entrer sur le territoire des États parties et d'y séjourner pendant une durée maximale de cent quatre-vingt jours à des fins touristiques ; les ressortissants vénézuéliens souhaitant demeurer plus longtemps sur le territoire équatorien peuvent solliciter un visa 12 XI de non-immigrant valable un an et renouvelable pour la même durée. Les ressortissants vénézuéliens souhaitant s'établir définitivement en Équateur peuvent solliciter un visa 9 VII d'immigrant dès lors qu'ils remplissent les conditions requises pour les deux catégories de migrants.

*Accord conclu entre l'Équateur et le Pérou*

59. Cet accord, conclu le 25 octobre 2008, permet d'entrer sur le territoire des États parties et d'y séjourner pendant une durée maximale de cent quatre-vingt jours sur douze mois pour y exercer des activités non salariées licites ou un emploi salarié temporaire. Les ressortissants péruviens souhaitant travailler en Équateur pendant plus de six mois peuvent solliciter un visa de travail 12 VI dès lors qu'ils remplissent les conditions requises. Une réforme législative étant intervenue en Équateur, des négociations sont en cours pour ajouter un additif à l'accord ou élaborer un nouvel instrument.

*Accord conclu entre l'Équateur et la Colombie*

60. Cet accord, conclu le 24 août 2000, permet d'entrer sur le territoire des États parties et d'y séjourner pendant une durée maximale de cent quatre-vingt jours sur un an pour y exercer des activités licites dans des domaines tels que le commerce itinérant, le sport, la culture, la médecine et la science, et y faire des études. Les ressortissants colombiens souhaitant exercer les activités susmentionnées pendant plus de cent quatre-vingt jours dans une même année calendaire doivent solliciter un visa correspondant à leurs besoins et remplir à cet effet les conditions requises.

61. Les ressortissants colombiens souhaitant s'établir définitivement en Équateur en vertu de cet accord peuvent solliciter un visa d'immigrant 9 II, 9 III ou 9 VI dès lors qu'ils remplissent les conditions requises.

*Visas MERCOSUR*

62. L'Équateur a conclu l'accord du 29 juin 2011 qui permet aux ressortissants des États membres et des États associés d'entrer en Équateur sans visa à des fins touristiques et d'y séjourner pendant quatre-vingt-dix jours. S'ils souhaitent demeurer plus longtemps sur le territoire, ils peuvent solliciter un visa temporaire 12 XI valable deux ans quel que soit leur statut migratoire dès lors qu'ils remplissent d'autres conditions. Ceux qui souhaitent obtenir un visa de résident permanent doivent, quatre-vingt-dix jours avant la date d'expiration de leur visa temporaire, justifier qu'ils remplissent les conditions requises.

63. Le 7 avril 2014, l'Équateur a mis en place la procédure de délivrance de visas temporaires dits Visas 12 IX MERCOSUR :

- Visas de non-immigrant, accord Équateur-Venezuela ;
- Visas de non-immigrant de travail ;
- Visas de non-immigrant MERCOSUR.

64. Les données relatives à l'état civil, au motif d'entrée et de sortie et à l'activité exercée sont recueillies manuellement et sous forme numérique. Elles ne font pas encore l'objet d'une analyse statistique mais cette opération devrait être possible dès que le système d'information sur les migrations sera mis en place. On trouvera à l'annexe 3 des informations plus détaillées sur les visas délivrés, ventilés par sexe et âge, et, à l'annexe 4, sur les personnes refoulées.

**8. Réponse au paragraphe 8 de la liste de points**

65. Par décret exécutif n° 20 du 10 juin 2013, la compétence en matière de mobilité humaine a été attribuée au Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine dont l'accord de gestion institutionnelle par activité prévoit qu'il assume les fonctions d'organe directeur pour la politique extérieure et les questions de mobilité, en gérant et coordonnant l'insertion stratégique et souveraine de l'Équateur dans la communauté internationale, l'intégration régionale et l'assistance consulaire aux migrants afin de garantir les droits des personnes en situation de mobilité.

66. Dans l'organigramme du Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine, la gestion technique de la mobilité humaine incombe au Vice-Ministère de la mobilité humaine qui a pour mission de planifier, diriger et évaluer la mise en œuvre de la politique en la matière afin de garantir la défense, la protection et la promotion des droits ainsi que le recouvrement et le renforcement des capacités, l'inclusion et les relations interculturelles des migrants et de leur famille avec l'extérieur.

67. Le Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine fait partie du Groupe de travail interinstitutionnel sur la traite d'êtres humains et participe plus particulièrement à ses travaux sur les questions de prévention et de protection. L'article 3 du décret exécutif n° 20 précise que le Vice-Ministère de la mobilité humaine doit agir en coordination avec les conseils nationaux pour l'égalité afin de garantir l'intégration des politiques publiques relatives à la mobilité humaine, conformément aux dispositions de la Constitution.

68. Les articles 156 et 157 de la Constitution prévoient la création et les modalités d'intégration des conseils nationaux pour l'égalité, organes chargés de garantir le plein exercice et le respect des droits consacrés par la Constitution et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ; c'est ainsi qu'a été créé le conseil national pour l'égalité en matière de mobilité humaine, dont l'organisation est en cours. Il devra assurer la coordination avec les instances de décision et d'exécution de la politique publique à tous les niveaux de gouvernement, conformément à la Constitution (art. 156).

69. Les conseils nationaux pour l'égalité étant compétents pour formuler, intégrer, suivre et évaluer les politiques, le conseil national pour l'égalité en matière de mobilité humaine est habilité à planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer les politiques publiques relatives à la mobilité humaine qui doivent être mises en œuvre à tous les niveaux par les gouvernements autonomes décentralisés ; il veillera à ce que des mécanismes propres à garantir la protection des droits des personnes en situation de mobilité soient mis en place.

70. D'après le Code organique de l'aménagement du territoire, de l'autonomie et de la décentralisation de 2010 (art. 54, al. j), les gouvernements autonomes décentralisés ont pour mission de promouvoir et mettre en œuvre des systèmes de protection intégrale qui garantissent l'exercice et l'exigibilité des droits proclamés dans la Constitution et les instruments internationaux ; à cet effet, ils doivent créer des conseils cantonaux, des comités cantonaux et des réseaux de protection des droits des groupes prioritaires.

71. L'article 598 du Code susmentionné dispose que chaque gouvernement autonome décentralisé, métropolitain ou municipal, doit créer et financer un conseil cantonal pour la protection des droits, un comité cantonal pour la protection des droits et des réseaux de protection. Les conseils cantonaux pour la protection des droits seront composés paritairement comme suit : représentants de la société civile, en particulier des détenteurs de droits, représentants du secteur public, à savoir des organes déconcentrés du Gouvernement national qui auront la responsabilité directe de garantir, protéger et défendre les droits des personnes et des groupes prioritaires, représentants des gouvernements métropolitains et municipaux respectifs, et délégués des autorités paroissiales rurales.

## 9. Réponse au paragraphe 9 de la liste de points

72. Le Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine a créé la Direction de l'insertion des migrants de retour dans le pays qui dispose de huit unités d'insertion dans les huit coordinations régionales. La Direction de l'insertion crée des instances chargées d'aider et de conseiller les travailleurs de retour dans le pays et les membres de leur famille, élabore des plans, programmes et projets de réinsertion économique et sociale à leur intention et met en place des mécanismes de coordination avec les autres institutions publiques et privées afin de permettre le rétablissement des capacités de ces migrants dans les domaines politique, culturel et économique.

73. Il existe plusieurs dispositifs d'aide aux migrants qui reviennent dans le pays :

- Programme d'aide au retour : il s'agit de fournir un billet d'avion à des Équatoriens qui se trouvent en situation vulnérable à l'étranger et souhaitent revenir dans leur pays. Des centaines de personnes ont bénéficié de ce dispositif. Les informations à ce sujet se trouvent dans les archives manuelles du Vice-Ministère de la mobilité humaine.
- Plans d'activité : 30 accords interinstitutionnels ont été conclus avec des organismes de développement local, des universités ou des gouvernements autonomes décentralisés ; dans le cadre de ces accords, 1 575 migrants de retour dans le pays ont reçu des conseils pour élaborer un plan d'activité en vue de créer leur entreprise, ce qui leur a permis, avec un plan mieux structuré, d'obtenir un prêt plus facilement.

- Rapatriement du mobilier : quelque 12 238 biens mobiliers ont été importés dans le pays pour un montant de 216 610 000 dollars des États-Unis en valeur CAF (coût, assurance et fret).
- Insertion professionnelle : 1 511 médecins équatoriens de retour au pays ou étrangers, exerçant une spécialité ou une sous-spécialité, ont été affectés dans les établissements de soins du pays. Dans le cadre du réseau « partenaires pour l'emploi », des contrats de travail ont été conclus avec 1 615 Équatoriens revenus dans le pays.
- Octroi de prêts pour migrants de retour dans le pays : 241 opérations de prêt ont été enregistrées pour un montant total de 2 667 150 dollars dans le cadre de la stratégie de financement mise en place avec la Société nationale de finance populaire et solidaire.
- Affiliation à la sécurité sociale des migrants de l'étranger : 8 741 migrants équatoriens à l'étranger sont affiliés à l'Institut équatorien de sécurité sociale.
- Aide au logement pour les migrants de retour dans le pays : 118 migrants rapatriés ont pu accéder à un logement décent dans le cadre du dispositif « Bon de logement » du Ministère du développement urbain et du logement.

#### **10. Réponse au paragraphe 10 de la liste de points**

74. L'Assemblée nationale a participé à divers ateliers organisés au Ministère des relations extérieures au cours desquels les recommandations du Comité relatives à la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille ont été exposées. Cet effort commun a débouché sur l'élaboration de la loi organique sur la mobilité humaine dont l'objet est de protéger et de renforcer les droits de l'homme des migrants, des réfugiés, des bénéficiaires du droit d'asile, des apatrides et des victimes de la traite. On trouvera plus d'informations dans les réponses aux paragraphes 2 et 4 de la liste de points.

#### **11. Réponse au paragraphe 11 de la liste de points**

75. Le Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine a diffusé les observations du Comité aux instances compétentes de l'État équatorien. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 10 de la liste de points.

### **B. Renseignements relatifs aux articles de la Convention**

#### **1. Principes généraux**

#### **12. Réponse au paragraphe 12 de la liste de points**

a)

76. Conformément à l'article 424 de la Constitution, les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme font partie de la législation nationale. Les dispositions de la Convention sont donc pleinement en vigueur depuis le 5 février 2002 et sont directement appliquées par les instances judiciaires équatoriennes de sorte que toute personne peut les invoquer devant la justice.

77. La formation que le personnel judiciaire reçoit depuis 2013 à l'École des professions judiciaires créée par le Conseil de la magistrature est axée sur l'application des règles constitutionnelles et du droit international des droits de l'homme.

78. Le Ministère du travail a pour missions de diriger les politiques publiques dans son domaine de compétence, de corrélérer l'offre et la demande sur le marché du travail, de protéger les droits fondamentaux des travailleurs et d'être chef de file dans la gestion du développement institutionnel, des ressources humaines et des rémunérations du secteur public de manière inclusive, conformément à la Constitution ; ainsi, avec ses structures de prise en charge réparties dans le pays, il donne suite aux plaintes déposées par les travailleurs, migrants ou équatoriens.

79. Par sa résolution 154-2014, l'Assemblée plénière du Conseil de la magistrature a adopté le protocole relatif à la gestion judiciaire, à l'action en justice et à l'expertise dans les affaires de violences faites aux femmes ou de violence intrafamiliale, qui accorde une place centrale à la victime dans une perspective axée sur les droits de l'homme, l'égalité hommes-femmes, l'équité et la non-discrimination ; il dispose que dans l'action en justice et dans la protection des victimes, il convient de s'inscrire dans cette perspective et de traiter les victimes avec équité. Dans la section relative au cadre normatif international, ce protocole mentionne l'article 18 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et précise que ces derniers ont les mêmes droits devant les tribunaux que les ressortissants de l'État considéré ; ils ont droit à ce que leur cause soit entendue équitablement par un tribunal indépendant et impartial.

80. Le protocole énonce les différentes étapes de la gestion des dépôts de plaintes et de la protection des citoyens, et précise qu'on ne saurait sous aucun prétexte empêcher le dépôt d'une plainte : le traitement et le recueil d'une plainte ne doivent faire l'objet d'aucune restriction motivée par la non-justification d'un statut migratoire, par exemple.

81. Le Service de la défense publique a publié un document intitulé « Protocole relatif à l'élimination des obstacles qui entravent l'accès à la justice des personnes réfugiées et en situation de mobilité. Guide à l'usage des défenseurs publics ».

*b)*

82. En Équateur, il n'est pas obligatoire de justifier d'un statut migratoire pour accéder à la justice. Par conséquent, le Système automatisé de traitement des procédures judiciaires, qui enregistre électroniquement les affaires au niveau national, ne contient pas d'informations sur les requérants classés en fonction du statut migratoire.

83. Le Ministère du travail reçoit les plaintes déposées par les étrangers qui travaillent aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé ; pour les uns, il passe par la Direction de l'évaluation et du contrôle du service public, et pour les autres, par ses directions régionales. Les informations sur les plaintes enregistrées au cours des cinq dernières années, ventilées par sexe et résultat obtenu, figurent aux annexes 5 et 17 relatives, respectivement, aux plaintes et à l'assistance.

*c)*

84. Une aide juridictionnelle est bien accordée.

*d)*

85. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 31 de la liste de points.

*e)*

86. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 4 de la liste de points.

## **2. Deuxième partie de la Convention**

### **13. Réponse au paragraphe 13 de la liste de points**

*a)*

87. L'article 3 de la Constitution énonce les devoirs primordiaux de l'État ; conformément à l'article 11, par. 2 et 3, du Chapitre I du Titre II, le Sous-Secrétariat au développement intégral de l'enfant du Ministère de l'inclusion économique et sociale fournit ses services à quiconque lui en fait la demande sans aucune forme de discrimination.

88. L'arrêté ministériel n° 337 du Ministère de l'éducation, publié le 26 septembre 2008, régit l'admission et le maintien dans le système éducatif national des mineurs équatoriens et étrangers ayant besoin d'une prise en charge prioritaire en raison de leur statut migratoire.

b)

89. La campagne de prévention et de sensibilisation contre la xénophobie et la discrimination, lancée par le Vice-Ministère de la mobilité humaine, a été menée dans les établissements d'enseignement publics avec la participation de groupes d'élèves de première et de terminale.

90. L'objectif était de créer de véritables mécanismes de prévention et de sensibilisation contre la xénophobie et la discrimination dans les établissements scolaires et d'identifier d'éventuels chefs de file capables de poursuivre la campagne ultérieurement, en particulier en 2017.

91. Cette campagne a donné les résultats suivants :

- 13 provinces couvertes, soit une portée géographique nationale ;
- 26 établissements scolaires sensibilisés après avoir pris part à la campagne ;
- 8 916 élèves sensibilisés, parmi lesquels :
  - 3 655 ont reçu une formation ;
  - 5 261 ont été sensibilisés ;
  - 146 chefs de file ont été sélectionnés pour former l'équipe nationale de jeunes chargés de lutter contre la xénophobie et la discrimination en partageant leurs connaissances.

*Indicateurs de réussite/Résultats escomptés en 2017*

- 10 000 élèves sensibilisés au niveau national ;
- 300 élèves membres des groupes Riposte (chefs de file formés et sensibilisés) ;
- 30 établissements d'enseignement sensibilisés au niveau national ;
- 60 % du territoire couvert.

92. Depuis 2014, le Consortium des gouvernements autonomes provinciaux (CONGOPE), par l'intermédiaire de l'Unité de gestion sociale, travaille sur les thèmes des échanges interculturels, du genre, du handicap, des relations intergénérationnelles et de la mobilité humaine, à partir des demandes et expériences des gouvernements provinciaux.

93. En 2015, trois conseils nationaux pour l'égalité (Genre, Relations intergénérationnelles, Peuples et nationalités) ont conclu des accords de coopération afin principalement de « jouer un rôle dans la prise en compte des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination (...), dans la gestion des gouvernements autonomes provinciaux décentralisés et au sein du CONGOPE ».

94. Des réunions de travail ont été organisées avec l'Initiative conjointe pour la migration et le développement (ICMD) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de mettre au point des activités communes pour aider les gouvernements provinciaux à élaborer des modèles de gestion adaptés aux caractéristiques de chaque province (programmes et services de prise en charge et de protection) pour les personnes en situation de mobilité.

*Objectifs spécifiques*

- Partager le modèle de gestion de l'Unité de gestion de la mobilité humaine du Gouvernement autonome décentralisé (GAD) de Pichincha avec d'autres GAD provinciaux ;
- Identifier des contenus relatifs à la mobilité humaine pour les intégrer dans les politiques publiques et les documents de planification territoriale des GAD provinciaux lorsqu'il n'en existe pas ;
- Identifier les capacités et les outils dont disposent les GAD provinciaux pour répondre aux besoins des personnes en situation de mobilité dans les territoires (recueillir des informations sur le sujet lorsqu'il n'en existe pas) ;

- Donner des avis techniques pour aider les GAD provinciaux à élaborer des politiques publiques relatives à la mobilité humaine, en fonction des compétences et de la législation nationale de chacun.

#### *Activités*

95. Création du groupe de travail CONGOPE-ICMD. Diffusion aux gouvernements provinciaux des bonnes pratiques en matière de mobilité humaine. Atelier sur le thème : Connaître et orienter les activités, les capacités et les outils des GAD provinciaux dans le domaine de la mobilité humaine. Recueil d'informations sur les capacités, les attentes et les connaissances des GAD en matière de mobilité humaine.

#### *Activité de conseil*

96. Avis techniques sur les politiques publiques relatives à la mobilité humaine et propositions concernant une méthodologie pour l'élaboration de modèles de gestion en la matière dans les gouvernements autonomes décentralisés d'Esmeraldas, de Carchi, de Sucumbíos, d'El Oro, de Loja et de Zamora Chinchipe.

97. Transfert des outils de l'Initiative conjointe pour la migration et le développement dans les provinces frontalières du Nord et du Sud. Organisation de deux ateliers aux frontières du Nord et du Sud.

c)

98. Les articles 9 et 10 de la loi organique sur la communication définissent à l'intention des médias les règles que toutes les personnes impliquées dans le processus de communication doivent respecter lorsqu'elles diffusent des informations ou des opinions, afin de protéger l'honneur des personnes et la dignité humaine :

- Respecter l'honneur et la réputation des personnes ;
- Ne pas élaborer ni diffuser de contenus et commentaires discriminatoires ;
- Respecter l'intimité personnelle et familiale.

99. L'article 61 de la loi susmentionnée considère comme un contenu discriminatoire tout message diffusé par un organe de communication qui implique une distinction, une exclusion ou une restriction fondée sur l'origine ethnique, le lieu de naissance, l'âge, le sexe, l'identité de genre, l'identité culturelle, l'état civil, la langue, la religion, l'idéologie, l'appartenance politique, les antécédents judiciaires, la situation socioéconomique et le statut migratoire.

100. Les articles 62 et 63 de cette loi interdisent, désapprouvent et restreignent la diffusion de contenus discriminatoires par quelque moyen de communication que ce soit.

101. On trouvera plus de renseignements sur les activités réalisées dans ce domaine à l'annexe 6 consacrée aux moyens de communication.

102. Le Ministère du travail a élaboré un plan relatif à la communication qui prévoit une meilleure insertion professionnelle des groupes vulnérables. Ce plan inclut la diffusion de messages sur les réseaux sociaux et la réalisation de matériels et autres produits permettant de faire connaître les politiques élaborées dans ce groupe de travail.

### **3. Troisième partie de la Convention**

#### **14. Réponse au paragraphe 14 de la liste de points**

103. La Constitution énumère à l'article 35 les personnes et les groupes nécessitant une attention prioritaire de la part de l'État. Les personnes en situation de mobilité en font partie. Conformément à l'article 40, l'État s'engage à offrir une assistance à ces personnes ainsi qu'aux membres de leur famille, qu'ils résident dans le pays ou à l'étranger ; il leur fournit aussi des conseils et une protection complète pour qu'ils puissent exercer leurs droits librement. L'État doit veiller à la protection des droits de toute personne privée de liberté à l'étranger.



104. L'article 213 du Code pénal qualifie le trafic de migrants de délit portant atteinte à la migration et le définit comme tout acte commis aux fins d'obtenir directement ou indirectement un avantage financier, matériel ou autre ; quiconque, par quelque moyen que ce soit, encourage, suscite, accueille, facilite, induit ou finance la migration illicite du territoire équatorien à destination d'autres pays, ou inversement, de ressortissants nationaux ou d'étrangers, y contribue, participe ou collabore, ou facilite leur séjour irrégulier dans le pays, est passible d'une peine de sept à dix ans d'emprisonnement à condition que ces agissements ne constituent pas une infraction plus grave. Le trafic de migrants impliquant des mineurs ou des personnes vulnérables est passible d'une peine de dix à treize ans d'emprisonnement.

105. Si l'infraction entraîne le décès de la victime, la sanction encourue est une peine de vingt-deux à vingt-six ans d'emprisonnement. Les propriétaires de véhicules de transport aérien, maritime ou terrestre, les membres de l'équipage et les personnes chargées de l'opération ou du transport seront punis d'une peine de sept à dix ans de prison s'il est établi qu'ils avaient connaissance de l'infraction et qu'ils y ont participé.

106. La loi organique sur la mobilité humaine dispose que l'État encourage toute action visant à garantir aux Équatoriens à l'étranger la reconnaissance effective et le respect de leurs droits fondamentaux, quel que soit leur statut migratoire. En ce qui concerne plus précisément les États-Unis d'Amérique, il existe des accords avec certaines institutions, par exemple le « Mémoire d'accord relatif à la protection des travailleurs migrants contre la discrimination dans l'emploi fondée sur la citoyenneté, le statut migratoire ou l'origine nationale, conclu entre le Ministère de la justice des États-Unis, la Division des droits civils du Bureau du Conseiller spécial pour les pratiques injustes à l'égard des migrants dans l'emploi, et le Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine » ; cet accord, conclu à Washington le 4 décembre 2015 (code SITRAC USA387), a été publié au Journal officiel n° 683 du 3 février 2016. Le 26 août 2016, deux « lettres de cadrage » relatives au temps de travail, aux rémunérations et à la sécurité au travail ont été reconduites avec le Ministère du travail des États-Unis, et une déclaration commune sur les droits des travailleurs a été rédigée.

107. La Commission interinstitutionnelle chargée de la mise en œuvre du Plan national de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants, placée sous l'autorité du Ministère de l'intérieur et composée de 16 institutions publiques, compte trois groupes de travail opérationnels sur les thèmes suivants : prévention, protection et enquête-sanction. On trouvera plus d'informations dans les réponses aux paragraphes 4 b) x) et 31 de la liste de points.

108. En 2016, le Vice-Ministère de la mobilité humaine a lancé, par le biais de ses huit coordinations régionales, la campagne de prévention contre les migrations à risque. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 5 de la liste de points.

109. Le Vice-Ministère de la mobilité humaine a créé la Direction de la prise en charge et de la protection des Équatoriens de l'étranger (DAPEE) qui compte huit unités de prise en charge et de protection spécifiques dans chacune des huit coordinations régionales du pays. Cette instance fournit une aide aux Équatoriens de l'étranger, en coordination avec les ambassades et consulats d'Équateur dans le monde ; pour cela, elle applique des protocoles de prise en charge spécifiques pour porter assistance aux personnes vulnérables, aux victimes de la traite et du trafic et aux personnes emprisonnées, atteintes de maladies graves, victimes de violations des droits de l'homme, handicapées, indigentes et expulsées. En outre, un fichier des personnes vulnérables a été constitué : il s'agit d'un système informatique dans lequel sont saisies des informations détaillées sur les cas de personnes vulnérables. Voir à l'annexe 7 le tableau sur la prise en charge des personnes vulnérables et privées de liberté.

110. Les principaux programmes d'assistance sont les suivants :

- Rapatriement de dépouilles mortelles ;
- Aide au retour (achat de billets pour rapatrier les ressortissants équatoriens en situation vulnérable pour des raisons financières ou médicales, les mineurs isolés et les victimes de la traite ou du trafic de migrants) ;

- Assistance aux personnes en situation vulnérable (pour des raisons financières ou médicales, mineurs isolés, victimes de la traite ou du trafic de migrants) ;
- Aide juridique aux Équatoriens rencontrant des problèmes de remboursement de prêts hypothécaires en Espagne ;
- Aide juridique aux mineurs équatoriens placés dans des centres d'adoption en Italie ;
- Prise en charge des personnes privées de liberté ;
- Prise en charge des victimes de la traite d'êtres humains ;
- Prise en charge des victimes du trafic de migrants ;
- Suivi par les autorités consulaires des mineurs ayant quitté le pays seuls ou en compagnie de tiers.

111. Le rapport des notaires sur les autorisations de sortie de territoire pour les mineurs indique que dans l'intérêt des mineurs isolés ou accompagnés par des tiers depuis plus de six mois, le Vice-Ministère de la mobilité humaine notifie aux consulats d'Équateur dans le monde le nom, l'adresse et le numéro de téléphone à l'étranger des enfants voyageant dans ces conditions depuis plus de six mois ; chaque consulat vérifie que la situation du mineur est satisfaisante et signale au Vice-Ministère tout élément particulier.

#### Rapport des notaires sur les mineurs isolés (de 2015 à mars 2017)

	Année		
	2015	2016	2017 (mars)
Nombre de mineurs équatoriens s'étant rendus seuls ou en compagnie de tiers aux États-Unis d'Amérique depuis plus de six mois. Les consulats d'Équateur ont pris contact avec eux pour s'enquérir de leur situation.	184	285	23
<b>Total : 492</b>			

112. Le Vice-Ministère de la mobilité humaine, avec la coopération des consulats d'Équateur en Italie et des équipes multidisciplinaires, suit 168 cas de mineurs équatoriens séparés de leurs parents ou placés sous la protection des services sociaux italiens à Gènes, Milan et Rome ; l'État équatorien fournit une aide juridique aux familles concernées.

#### 15. Réponse au paragraphe 15 de la liste de points

113. Le Conseil national pour l'égalité intergénérationnelle (CNII) est un organisme de droit public doté de la personnalité juridique, qui fait partie du pouvoir exécutif et qui jouit d'une autonomie administrative, technique, opérationnelle et financière ; il lui appartient d'assurer le plein respect et le plein exercice des droits consacrés par la Constitution et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et il a pour fonctions de formuler, intégrer, appliquer, suivre et évaluer les politiques publiques relatives à la thématique intergénérationnelle, en coordination avec les instances chefs de file, les organes d'exécution et les organismes spécialisés dans la protection des droits à tous les niveaux de gouvernement (art. 3 et 9 de la loi organique sur les conseils nationaux pour l'égalité).

114. Le Conseil national pour l'égalité intergénérationnelle n'a pas remplacé le Système national décentralisé de protection complète des enfants et des adolescents ; il en fait désormais partie et est intégré au système national d'inclusion et d'équité sociale défini par la Constitution.

115. Le CNII intègre la perspective d'égalité et de non-discrimination générationnelle et intergénérationnelle dans les politiques publiques et les pratiques institutionnelles et sociales pour assurer le plein respect et le plein exercice des droits de toutes les générations, la priorité étant accordée aux enfants et adolescents, aux jeunes et aux personnes âgées (Modèle de gestion du CNII adopté en juin 2016).

116. Dans l'exercice de ses fonctions constitutionnelles et légales, le Conseil met en œuvre trois macroprocessus :

- 1) Gestion de la formulation, de l'information et des études ;
- 2) Gestion de l'intégration et de la participation ;
- 3) Gestion de l'application, du suivi et de l'évaluation.

117. Le CNII emploie 84 fonctionnaires et sa direction technique intervient avec efficacité ; il dispose de 15 spécialistes nationaux répartis dans les unités de gestion qui accomplissent les missions et atteignent les objectifs institutionnels au niveau de l'État central. Il emploie aussi 25 spécialistes territoriaux qui conseillent en matière d'égalité et de non-discrimination générationnelle et intergénérationnelle les organismes spécialisés dans la protection des droits, à savoir notamment les conseils cantonaux pour la protection des droits, les comités cantonaux pour la protection des droits et les comités consultatifs pour les enfants, les adolescents, les jeunes et les personnes âgées, dans 21 provinces à l'exception de Cañar, Galápagos et Sucumbíos.

118. Le budget alloué en 2016, à savoir 1 865 643,34 dollars des États-Unis, a été exécuté dans sa totalité. Voir le document joint intitulé Tableau de la répartition et de l'exécution du budget 2016.

a)

119. Conformément au paragraphe 7 de l'article 9 de la loi organique sur les conseils nationaux pour l'égalité, le CNII a notamment pour fonction de mettre en place des mécanismes de coordination avec les instances chefs de file, les organes d'exécution et les organismes spécialisés dans la protection des droits à tous les niveaux de gouvernement.

120. Le CNII, en concertation avec les conseils cantonaux pour la protection des droits et les comités cantonaux pour la protection des droits, donne des avis techniques sur la question spécifique de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents en faisant appel à ses propres spécialistes territoriaux présents dans 21 provinces, ce qui touche directement 204 cantons ; ces spécialistes sont des fonctionnaires qui ont un savoir et une expérience spécifiques sur tout ce qui concerne la protection complète des droits des enfants et des adolescents.

121. L'assistance technique a pour objet de donner aux conseils cantonaux pour la protection des droits les éléments nécessaires pour développer dans les politiques publiques la problématique de la protection complète des enfants et des adolescents ; elle vise aussi à aider les comités cantonaux, lorsqu'ils prennent des mesures de protection et de restitution des droits, à repérer un contexte d'exploitation sexuelle dans les structures d'accueil pour enfants et adolescents.

122. Le CNII a pour membres la Commission interinstitutionnelle chargée de la mise en œuvre du Plan national de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants, ainsi que le Bureau chargé de la prévention, qui coordonne les ressources, les outils et les informations utilisés pour sensibiliser au problème de l'exploitation sexuelle des mineurs à des fins commerciales aussi bien sur les réseaux sociaux qu'en recourant aux spécialistes territoriaux présents dans différentes manifestations interinstitutionnelles.

123. Le CNII est aussi chargé de constituer et de convoquer des comités consultatifs pour chaque groupe générationnel (art. 9, par. 2 de la loi organique sur les conseils nationaux pour l'égalité) ; il a développé des activités pour sensibiliser les membres des comités consultatifs pour les enfants et les adolescents à diverses questions, dont celle de l'exploitation sexuelle des mineurs à des fins commerciales. À ce jour, les comités consultatifs suivants ont été créés :

**Comités consultatifs créés en 2016**

<i>Groupes</i>	<i>Nombre</i>
Jeunes	106
Enfants et adolescents	191
Personnes âgées	89
<b>Total</b>	<b>386</b>

124. C'est sur les réseaux sociaux (en particulier sur Twitter) que l'impact est le plus fort. Tirant parti de cet espace d'interactivité, le CNII n'a cessé de diffuser des messages sur la prévention de l'exploitation sexuelle des mineurs (consulter l'historique de l'activité du Centre sur Facebook1@cniiecuador et Twitter @CN\_Igualdad2).

125. Pour sensibiliser la population aux questions de sécurité, le Ministère de l'intérieur participe à des foires citoyennes qu'il organise dans tout le pays. En 2016, il en a organisé huit, sensibilisant ainsi plus de 7 600 personnes aux problèmes de la traite d'êtres humains et du trafic de migrants. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 5 de la liste de points.

b)

126. Le Projet relatif à l'élimination du travail des enfants (PETI) est une initiative emblématique mise en œuvre depuis 2007 sous l'autorité du Ministère du travail, qui s'achèvera en 2017. Ce projet de portée nationale cible les groupes prioritaires, conformément à l'article 35 de la Constitution.

*Objet du Projet relatif à l'élimination du travail des enfants*

127. Ce projet, qui vise à réduire et prévenir l'emploi des enfants dans des tâches dangereuses, s'inscrit dans un ensemble coordonné de politiques, programmes et actions qui s'attaquent aux causes et aux effets du phénomène dans un esprit de coresponsabilité sociale et dans la perspective de rétablir les enfants et les adolescents dans leurs droits. Il applique des stratégies qui incluent le rétablissement de tous les mineurs en situation de vulnérabilité dans leurs droits.

*Objectifs spécifiques*

- a) Concevoir et proposer des stratégies sectorielles pour la protection des droits des mineurs exposés au travail des enfants ;
- b) Renforcer sur les plans technique et opérationnel les réseaux de coopération et les partenariats public-privé pour lutter contre le travail des enfants ;
- c) Mettre en place un système unique d'enregistrement permettant d'identifier et d'orienter les enfants et adolescents qui travaillent afin de les prendre en charge ;
- d) Renforcer le cadre juridique et les mécanismes d'application de la législation relative au travail des enfants.

128. Actuellement, ce projet produit des effets directs dans 20 provinces : Carchi, Imbabura, Pichincha, Cotopaxi, Tungurahua, Chimborazo, Bolívar, Cañar, Azuay, Loja, Esmeraldas, Santo Domingo de los Tsáchilas, Manabí, Guayas, Santa Elena, El Oro, Los Ríos, Sucumbios, Pastaza et Zamora Chinchipe, soit un impact direct dans 150 cantons.

*Stratégies*

- 1) Coordination intersectorielle avec divers ministères (inclusion économique et sociale, éducation, santé, sports) et avec la Police des mineurs afin, notamment, de rétablir ces derniers dans leurs droits ;
- 2) Assistance technique aux gouvernements autonomes décentralisés afin de permettre aux municipalités de mettre en œuvre la politique publique incluse dans le Projet

sur tout le territoire, d'élaborer des modèles de gestion, d'entreprendre des activités associées à des projets d'élimination du travail des enfants et de participer aux réunions du Comité interinstitutionnel pour l'élimination du travail des enfants (CIETI) avec des acteurs sociaux, par exemple des ONG et des institutions publiques ;

3) Activités visant à sensibiliser directement toute la population : employeurs, travailleurs, enseignants, fonctionnaires, défenseurs locaux et autorités paroissiales :

- Ateliers destinés aux acteurs stratégiques que sont les enfants et les adolescents, les familles et l'ensemble de la communauté ;
- Théâtres itinérants dans 60 cantons de 19 provinces ;

4) Opérations mensuelles de surveillance destinées à détecter la présence de mineurs qui travaillent afin de planifier des inspections ;

5) Accompagnement des inspections : action menée avec les inspecteurs du travail ; tout spécialiste du Projet qui détecte la présence de mineurs au travail rédige la fiche correspondante ; si la preuve est faite que des enfants travaillent, des sanctions sont prononcées et s'il s'agit d'adolescents, leur situation est régularisée ;

6) Partenariats public-privé, comme le Réseau d'entreprises œuvrant pour un Équateur sans travail des enfants ;

7) Partenariats internationaux avec des organismes comme l'OIT, l'UNICEF et le Ministère du travail des États-Unis, et accords internationaux avec les Ministères du travail de la Colombie, du Costa Rica, du Brésil, de l'Argentine et du Pérou.

129. Entre 2008 et 2012, le Ministère du travail et le Ministère de l'inclusion économique et sociale ont mis en œuvre un programme national d'élimination du travail des enfants dans les décharges publiques qui a atteint son objectif et permis de rétablir les mineurs et leur famille dans leurs droits. En avril 2016, le Sous-Secrétariat du Ministère de l'inclusion économique et sociale à la protection spéciale a adopté et remis à ses coordinations régionales et aux directions de district les Orientations techniques pour l'élimination du travail des enfants.

130. En 2015, le Ministère de l'inclusion économique et sociale a exécuté des projets concernant la protection intégrale tout au long de la vie et l'élimination du travail des enfants dans les secteurs d'activité suivants : bâtiment, commerce, produits manufacturés, agriculture et pêche. En 2016, il a mis en œuvre le projet relatif à l'élimination du travail des enfants qui a pour but de repérer les enfants et adolescents effectuant des tâches dangereuses dans les rues, travaillant comme cireurs de chaussures et dans des secteurs comme le bâtiment, les mines, la pêche, l'agriculture, la sylviculture, sur les marchés et comme travailleurs domestiques ; ce projet prévoit aussi des mesures pour retirer du travail les enfants de 5 à 15 ans, reconverter et libérer des tâches dangereuses les adolescents de 15 à 17 ans et mettre en place et coordonner des actions intersectorielles de prévention et de rétablissement des mineurs dans leurs droits à l'éducation, à la santé, aux loisirs et à un environnement sain. En 2014, le Ministère des relations du travail a élaboré un manuel de gestion de la prévention et de l'élimination du travail des enfants dans les lieux relevant de la compétence municipale.

c)

131. En novembre 2012, l'Institut national de la statistique et des recensements (INEC) a réalisé la première enquête sur le travail des enfants qui a permis de caractériser les enfants et adolescents de 5 à 17 ans qui travaillent sur le territoire équatorien. L'enquête nationale sur l'emploi, le chômage et le sous-emploi que l'INEC effectue chaque année contient des indicateurs permettant de suivre l'évolution du travail des enfants dans le pays.

132. Le Conseil national pour l'égalité intergénérationnelle (CNII) observe et suit les problèmes qui menacent ou fragilisent les droits des enfants, des adolescents, des jeunes et des personnes âgées, catégories qui incluent les enfants et adolescents migrants reconnus par le Système national décentralisé de protection complète des enfants et des adolescents.

133. Le CNII fournit des conseils juridiques aux usagers qui prennent contact avec lui personnellement, par téléphone ou par courrier électronique pour signaler des cas de violation

des droits. Il convient de souligner que depuis 2015, aucun cas en lien avec les migrations ne lui a été signalé. En 2016, le Centre a été saisi de 220 cas de violation de droits de groupes prioritaires, soit, en moyenne, 20 cas par mois.

134. Les instances judiciaires qui suivent les affaires sont notamment les suivantes : le ministère public (Système de protection et de prise en charge des victimes et des témoins), les juges aux affaires familiales, les juges des enfants et les juridictions pénales. Les instances administratives sont, par exemple, les comités cantonaux pour la protection des droits, le Bureau du Défenseur du peuple et les différents ministères, tous assurant la coordination des activités pour atteindre les objectifs des institutions concernées et garantir la jouissance effective des droits reconnus dans la Constitution.

135. Pour les enfants et adolescents victimes de trafic de migrants, le Ministère de l'inclusion économique et sociale, à travers son service spécialisé de protection spécifique qui est une équipe itinérante de psychologues et travailleurs sociaux, effectue depuis 2014 un travail d'accompagnement familial et de sensibilisation aux risques de la migration clandestine ; il coordonne ses activités avec celles des services sociaux et suit chaque cas pendant au moins trois mois afin de prévenir toute nouvelle tentative de migration irrégulière. S'il repère une absence prolongée d'un mineur, il en informe par écrit la Direction nationale de la police des mineurs (DINAPEN) qui fait procéder aux investigations nécessaires. En 2017, par décret exécutif n° 1288 du 3 janvier 2017 publié au Journal officiel n° 941 du 9 février 2017, les services spécialisés de protection spécifique du Ministère de l'inclusion économique et sociale ont été transférés au Ministère de la justice, des droits de l'homme et des cultes.

136. L'Équateur a pris des mesures pour mettre en place un système de collecte de données sur le travail des enfants. Le système unique d'enregistrement du travail des enfants (SURTI) est actuellement opérationnel ; il s'agit d'une plate-forme technologique qui permet d'enregistrer les cas de travail des enfants, de suivre les affaires et d'effectuer des signalements, des alertes et des contrôles.

## **16. Réponse au paragraphe 16 de la liste de points**

137. La loi organique sur la mobilité humaine dispose, à l'article 2 relatif à l'intérêt supérieur de l'enfant et de l'adolescent, que dans toutes les activités et procédures en lien avec la mobilité humaine, il sera tenu compte des dispositions législatives pertinentes, comme le principe de la spécificité de l'enfance et de l'adolescence et les droits de l'enfant d'avoir une famille, de vivre dans sa famille et d'être consulté dans toutes les affaires le concernant. L'enfant ou l'adolescent ne pourra en aucun cas être placé en détention pour avoir commis une infraction à la législation sur les migrations ni lorsque son intérêt supérieur exige le maintien de l'unité familiale.

138. Le Comité interinstitutionnel de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants participe au Projet relatif à l'élimination du travail des enfants. Les équipes du Projet ont été formées pour contribuer activement à l'action de sensibilisation préventive devant être conduite avant la commission d'une infraction à l'égard d'un enfant ou d'un adolescent. En outre, 116 adolescents et jeunes qui s'étaient inscrits pour suivre un stage en vue d'obtenir une certification en matière d'élimination du travail des enfants ont été mobilisés.

139. Le 14 octobre 2016, la loi organique sur la mobilité humaine a été analysée en coopération avec le Conseil cantonal pour la protection des droits de la ville de Cuenca. Le groupe de travail binational Équateur-Pérou sur les questions migratoires a tenu deux réunions au cours desquelles il s'est penché sur le thème de la traite et du trafic de personnes en vue de renforcer les contrôles dans la zone frontalière.

140. Le premier atelier binational Colombie-Équateur sur la définition et la gestion du délit de traite d'êtres humains à des fins d'exploitation par le travail a permis d'échanger des informations sur la législation, les politiques, les expériences et les projets en vigueur dans chacun de ces pays.

141. La législation équatorienne relative à la protection des mineurs, à l'élimination du travail des enfants, aux mesures de protection et aux sanctions encourues en cas de travail

des enfants, à la traite aux fins d'exploitation par le travail et de travail des enfants peut être consultée à l'annexe 8 qui contient un tableau intitulé Cadre légal de la protection des enfants et des adolescents.

142. Conformément à l'article 9 de la Constitution et à la loi d'application correspondante, les personnes étrangères vivant sur le territoire équatorien ont les mêmes droits et devoirs que les ressortissants nationaux. L'arrêté ministériel n° 337 pris par le Gouvernement national le 26 septembre 2008 garantit l'accès et le maintien dans le système éducatif équatorien des enfants et adolescents équatoriens ou étrangers ayant besoin d'une prise en charge prioritaire en raison de leur statut migratoire.

143. Le Service de la défense publique a adopté une résolution relative à la prise en charge des personnes en situation de mobilité qui ont besoin d'une protection internationale pendant la procédure de reconnaissance du statut de réfugié ou pendant la procédure de régularisation.

#### **17. Réponse au paragraphe 17 de la liste de points**

144. Dans le cadre de la coordination interinstitutionnelle dirigée par le Ministère de l'intérieur pour la mise en œuvre du Plan national de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants, le Ministère de l'inclusion économique et sociale, à travers son service spécialisé de protection spécifique qui est une équipe itinérante de psychologues et travailleurs sociaux, effectue depuis 2014 un travail d'accompagnement familial et de sensibilisation aux risques de la migration clandestine ; il coordonne ses activités avec celles des services sociaux, éducatifs et de santé et suit chaque cas pendant au moins trois mois. Le service spécialisé de protection spécifique a pris en charge 127 enfants et adolescents en 2014, 74 en 2015 et 63 en 2016.

145. En 2017, par décret exécutif n° 1288 du 3 janvier 2017 publié au Journal officiel n° 941 du 9 février 2017, les services spécialisés de protection spécifique du Ministère de l'inclusion économique et sociale ont été transférés au Ministère de la justice, des droits de l'homme et des cultes.

146. Afin d'encourager le regroupement familial, le Vice-Ministère de la mobilité humaine a mis en place divers dispositifs qui concernent, par exemple, l'aide au retour, le transport du mobilier, l'octroi de prêts à la création d'entreprises et l'accès au logement. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 9 de la liste de points.

147. S'agissant des mineurs équatoriens qui se trouvent en Italie, il semble que les services sociaux les ont séparés de leur famille principalement en raison de conflits entre les parents, de violences intrafamiliales, de conditions de vie précaires ou parce qu'ils avaient été abandonnés volontairement ou de façon ponctuelle ; le Vice-Ministère de la mobilité humaine a fourni aux familles concernées des conseils, un accompagnement et une aide juridique, sociale et psychologique.

#### **18. Réponse au paragraphe 18 de la liste de points**

148. En 2014, la loi organique sur les conseils pour l'égalité est promulguée ; elle crée notamment les conseils nationaux pour l'égalité des sexes et la mobilité humaine qui ont pour fonctions d'intégrer, de formuler, d'appliquer, de suivre et d'évaluer les politiques publiques en faveur de l'égalité et de la non-discrimination.

149. La loi organique pour la justice au travail et la reconnaissance du travail domestique promulguée par l'Assemblée nationale et en vigueur depuis le 19 juin 2015, prévoit de faire bénéficier les travailleuses domestiques d'une assurance et de mettre en place des mécanismes de contrôle et de réglementation des salaires et rémunérations.

150. Le Ministère du travail et l'Association des travailleuses domestiques sont à l'origine de la création d'un groupe de travail sur la rémunération du travail domestique qui a élaboré une feuille de route prévoyant diverses activités en vue de lancer une campagne d'information sur les droits et devoirs de cette catégorie de population. Parmi ces activités, on peut citer la création d'un groupe de liaison organisé de manière systématique et la tenue de réunions avec des équipes techniques et des spécialistes de la communication chargés de concevoir cette campagne.

151. Des matériels d'information sur les droits au travail et à la sécurité sociale des travailleuses domestiques ont été élaborés ; ils seront intégrés aux formations qui seront organisées dans les différentes villes du pays afin de faire connaître aux travailleuses et aux employeurs les droits et devoirs que comporte le travail domestique.

152. De même, des mesures concrètes sont prises pour pouvoir effectuer des inspections à domicile afin de vérifier que les droits et devoirs attachés au travail domestique sont respectés.

153. En 2015, le Ministère du travail a signé avec l'OIM un accord de coopération interinstitutionnelle concernant, notamment, la formation à la question de la migration de travail, l'activité de conseil pour l'élaboration de projets normatifs et l'accompagnement dans la constitution de partenariats public-privé afin de promouvoir la protection des travailleurs migrants. Le réseau « partenaires pour l'emploi » a permis d'embaucher 1 232 migrants entre 2015 et 2016.

154. L'arrêté ministériel MRL-2014-0222 du Ministère du travail, qui définit la règle technique applicable à la sélection du personnel pour les concours du secteur public, précise que les migrants ou ex-migrants qui résident ou ont résidé au moins une année civile en dehors du pays bénéficieront d'une mesure d'action positive, à savoir que leur note finale sera augmentée de deux points. Ainsi, 132 femmes ont bénéficié d'une mesure de ce type aux concours de 2015 et 158 aux concours de 2016.

155. Le réseau « partenaires pour l'emploi » a permis d'embaucher 1 232 migrants en 2015 et 2016, dont 353 femmes.

#### 19. Réponse au paragraphe 19 de la liste de points

156. La Constitution dispose que nul ne peut être victime de discrimination fondée sur l'origine ethnique, le lieu de naissance, l'âge, le sexe, l'identité sexuelle, l'identité culturelle, l'état civil, la langue, la religion, l'idéologie, l'opinion politique, les antécédents judiciaires, la situation socioéconomique, le statut de migrant, l'orientation sexuelle, l'état de santé, la séropositivité, le handicap ou la différence physique, ou sur tout autre caractère distinctif, personnel ou collectif, temporaire ou permanent, si ces motifs ont pour but ou pour résultat de compromettre ou d'annuler la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice des droits. Toute forme de discrimination est réprimée par la loi (art. 11).

157. Le Conseil de la magistrature a élaboré des politiques de lutte contre la violence, les mauvais traitements et l'exploitation sexuelle, qui facilitent l'accès des femmes victimes de violence à la justice et à des mesures de protection intégrale, quel que soit leur statut migratoire ; ainsi, en coordination avec les organes judiciaires, des dispositions sont prises pour surmonter les obstacles structurels de caractère juridique, économique, social, générationnel, sexuel, culturel, géographique ou autre qui sont discriminatoires et portent atteinte au droit de se défendre dans des conditions d'égalité.

158. Conformément au deuxième objectif du Plan stratégique de la fonction judiciaire pour 2013-2019, le Conseil de la magistrature a le devoir de promouvoir un accès optimal à la justice ; aussi, depuis 2013, des investissements permettent de financer le fonctionnement de 30 unités spécialisées dans les violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales et de 142 unités habilitées à connaître de cas de violence contre des femmes ou des membres de la famille.

#### Nombre d'unités judiciaires

<i>Nombre d'unités judiciaires</i>	.
Spécialisées dans les violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales	30
Habilitées à connaître de cas de violence contre des femmes ou des membres de la famille	142
<b>Total</b>	<b>172</b>



159. Il existe au sein du Conseil de la magistrature une Sous-Direction nationale de l'égalité hommes-femmes, service spécialisé de la Direction nationale de l'accès à la justice, qui a pour mission d'assurer la prise en compte des questions de genre dans le système judiciaire et dans le volet administratif de la fonction judiciaire, l'objectif étant que tout le personnel judiciaire s'approprie cette démarche.

160. L'Assemblée plénière du Conseil de la magistrature, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, a adopté divers instruments qui permettent une prise en charge de qualité des cas de violence contre des femmes ou de violence intrafamiliale, à savoir notamment :

- La résolution 154-2014 du 20 août 2014 par laquelle l'Assemblée plénière du Conseil de la magistrature adopte un protocole relatif à la gestion judiciaire et un protocole relatif à l'expertise dans les affaires de violences faites aux femmes ou de violence intrafamiliale. Ces textes, qui ont pour objet d'éviter la revictimisation, prévoient un premier entretien avec le ou la psychologue de l'unité qui, après avoir contenu la situation de crise, évalue l'état de la victime et le porte à la connaissance du juge ;
- La résolution 172-2014 par laquelle le Conseil approuve le règlement relatif aux actions en justice pour des faits de violence intrafamiliale, qui permet de prendre des mesures immédiates de protection des victimes et d'utiliser des moyens électroniques plus efficaces pour l'application de ces mesures ;
- La résolution 227-2015 qui étend à tout le pays la compétence des juges dans les affaires de violence afin qu'ils aient accès avant le procès pénal aux pièces concernant l'évaluation de l'état de santé physique et psychologique de la victime présumée de violence contre des femmes ou de violence intrafamiliale.

161. Par ailleurs, des mesures sont prises pour faciliter l'accès des femmes à la justice :

- 1) Suivi et contrôle des plaintes recueillies, et mise en place de mesures de protection par les services judiciaires spécialisés dans les violences contre les femmes et les violences intrafamiliales ainsi que par d'autres services compétents en matière de violences ;
- 2) Formation des agents chargés du premier accueil des victimes de violences sexistes, axée sur les thèmes suivants : a) les droits des victimes ; b) les droits des parties, et c) le déroulement de la procédure pénale ;
- 3) Recours à des traducteurs-interprètes dans les affaires de violence ;
- 4) Formation des juges sur des questions de justice pénale : les violences sexistes, les risques de violences sexistes et la réparation intégrale des victimes.

162. Le Conseil de la magistrature a pris des mesures de prévention de la violence sexiste :

- Prise en compte des questions de genre dans les matériels de formation des agents du vivre-ensemble, en particulier dans deux ouvrages spécifiques : 1) le Manuel d'utilisation du guide de formation des agents du vivre-ensemble à l'usage des agents de promotion de la paix, et 2) le Manuel d'utilisation du guide de formation des agents du vivre-ensemble à l'usage des professeurs de l'enseignement secondaire général et du personnel des services d'orientation des élèves.

163. Le fait que ces ouvrages intègrent une démarche axée sur l'égalité entre les sexes permet aux agents de promotion de la paix et aux enseignants des services d'orientation des élèves de fournir certains outils aux différentes communautés et aux élèves, par exemple :

- Un outil de prévention intitulé « Principales recommandations concernant la prévention de la violence sexuelle contre les femmes, les enfants et les adolescents » a été élaboré ; son but est de mettre en garde et d'éviter l'impunité des auteurs de violences sexistes dans les foyers d'accueil et les villes côtières frappées par le séisme d'avril 2016.

164. Cet outil comporte quatre volets :

- Prévention de la violence contre les femmes, les enfants et les adolescents ;
- Fonctionnaires, médecins, psychologues et membres des équipes responsables de la prise en charge ;

- Personnel de coordination de la prise en charge ;
- Indications pour les mineurs isolés. Ces indications peuvent être consultées à l'adresse électronique suivante : <http://www.funcionjudicial.gob.ec/index.php/es/component/content/article/532.html> ;
- Il existe aussi un manuel intitulé « Une vie sans violence. Que faire face à des situations de violence sexiste ? ». Cet ouvrage a pour principal objet de fournir des outils aux personnes victimes de violence sexiste ou qui ont connaissance de cas de violence. Il est disponible à l'adresse suivante : <http://www.funcionjudicial.gob.ec/pdf/MANUAL%20UNA%20VIDA%20LIBRE%20DE%20VIOLENCIA.pdf>.

165. La Commission interinstitutionnelle chargée de la mise en œuvre du Plan national de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants a créé au sein de son groupe opérationnel chargé de la protection, un comité de traitement des affaires qui analyse et donne suite aux différents cas. Il assure une protection immédiate et spécifique, fournit une assistance et rétablit les victimes de la traite et du trafic de migrants dans leurs droits. Avec le protocole national harmonisé de protection et d'assistance intégrale aux personnes victimes de la traite, on dispose d'un outil opérationnel qui propose des pistes et des moyens en interne pour orienter les différents cas. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 31 de la liste de points.

166. Il existe des protocoles efficaces de rapatriement des victimes de la traite et du trafic de migrants qui ont permis de ramener les délais de rapatriement de six mois à deux semaines.

167. Dans le domaine de la prévention, une formation a été dispensée aux agents de l'État, aux forces de police et aux procureurs ; une action de sensibilisation a été menée auprès de la population à l'occasion de fêtes de village et sur les réseaux sociaux. En outre, des accords bilatéraux concernant la prévention des infractions, le déroulement des enquêtes et la protection des victimes ont été conclus avec la Colombie et le Pérou. Depuis 2013, le nombre de femmes et de filles sans papiers qui ont été recueillies a augmenté de 40 % par rapport aux années antérieures et la répression des trafiquants a été plus efficace.

168. Le Ministère de l'inclusion économique et sociale dispose d'un service exclusivement réservé à l'accueil des adolescents victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et d'un service réservé aux victimes de violences sexuelles. Il existe 55 services spécialisés de protection spécifique qui proposent un accompagnement psychologique et social aux personnes victimes de violences et d'autres formes de violation de leurs droits, à toutes les étapes de leur vie.

## **20. Réponse au paragraphe 20 de la liste de points**

169. La loi organique sur la mobilité humaine prévoit des mesures de substitution à la détention, comme le départ volontaire dans un délai de trente jours et des mesures conservatoires comme l'obligation de se présenter régulièrement à l'autorité chargée de la mobilité humaine, le versement d'une caution et d'autres mesures garantissant la présence de l'intéressé pendant la procédure d'expulsion (art. 142 et 145).

170. La loi organique sur la mobilité humaine interdit la détention administrative de mineurs en cas d'infraction relative à l'immigration et dispose qu'en vertu de l'intérêt supérieur de l'enfant et du principe de maintien de l'unité familiale, dans le cas des migrants et des étrangers, l'obligation de non-détention d'un mineur s'applique aussi à ses parents, sans préjudice des mesures de substitution qui pourraient être prises dans le cadre du contrôle migratoire (art. 2).

## **21. Réponse au paragraphe 21 de la liste de points**

171. L'hôtel Carrión, qui est un centre d'accueil temporaire pour étrangers visés par une procédure d'expulsion, est ouvert depuis le 14 janvier 2013. Il s'agit d'un bâtiment de deux étages avec parking, équipé de 43 chambres, dont 36 pour hommes et 7 pour femmes. Il dispose de tous les services de base (eau, électricité, téléphone, eau chaude et accès à Internet) ; sa capacité d'accueil est de 60 personnes et le taux moyen d'occupation est de 30 %, soit, en moyenne, 20 personnes hébergées. Chaque chambre est équipée d'un lit avec literie, d'un bureau, d'un placard, d'une télévision et d'une salle de bains individuelle ;

l'établissement comporte aussi une terrasse, un salon, une salle à manger, une cuisine, une buanderie et une bibliothèque. Ces installations sont en bon état et le ménage est fait tous les jours.

172. Les consultations médicales sont assurées sur place tous les lundis et vendredis. Si nécessaire, les patients sont transférés dans différents centres médicaux selon la pathologie diagnostiquée ; c'est la psychologue du centre d'accueil temporaire de l'hôtel Carrión qui coordonne les opérations. L'hôtel Carrión organise également des activités culturelles et de loisirs : dynamique de groupe, ateliers de maquillage d'enfants, bals, jeux de société, ateliers de peinture, par exemple.

173. Pour les services d'interprétation, il faut s'adresser aux fonctionnaires du Ministère de l'intérieur et aux agents du Conseil de la magistrature. Le contrat de location de l'immeuble où se trouve le centre d'accueil temporaire a été reconduit le 14 juillet 2016. Les personnes hébergées reçoivent trois repas par jour.

174. Les étrangers visés par une procédure d'expulsion peuvent recevoir des visites les mardis, jeudis et dimanches de 9 heures à 10 heures et de 15 heures à 16 heures.

175. Il n'y a aucune limite au nombre de visites des avocats, publics ou privés. Les visites du personnel des ambassades et consulats qui viennent fournir une aide financière ou délivrer un sauf-conduit à un étranger visé par une procédure d'expulsion sont autorisées au cas par cas.

## 22. Réponse au paragraphe 22 de la liste de points

176. Les articles 141 à 147 de la loi organique sur la mobilité humaine sont conformes aux dispositions de l'article 22 de la Convention. De même, l'article 2 de ladite loi qui interdit les mesures d'expulsion collective est conforme au paragraphe 1 de l'article 22 de la Convention.

177. La législation équatorienne, qui prévoit des mesures de substitution à la détention applicables exceptionnellement dans les procédures d'expulsion, a une portée plus large que les dispositions du paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention.

178. La loi organique sur la mobilité humaine dispose que l'expulsion est une décision administrative par laquelle l'autorité chargée des contrôles migratoires ordonne à une personne étrangère de quitter le territoire national.

179. L'expulsion ne peut être prononcée que pour les motifs établis par la loi organique sur la mobilité humaine, dans le strict respect des garanties d'une procédure régulière prévues par la Constitution ; est visé :

1) Quiconque, à l'exception des personnes bénéficiant d'une protection internationale, entre sur le territoire par un lieu non autorisé ;

2) Quiconque, à quelque moment que ce soit, fournit des documents frauduleux ou falsifiés et les présente aux autorités compétentes, sans préjudice de sa responsabilité pénale, les garanties d'une procédure régulière ayant été respectées ;

3) Quiconque n'a pas engagé de procédure de régularisation dans les délais prescrits par la loi ;

4) Quiconque a commis une nouvelle infraction à la législation sur les migrations ;

5) Quiconque s'est vu notifier l'annulation de son visa ;

6) Quiconque n'a pas respecté la notification de départ volontaire dans un délai de trente jours ;

7) Quiconque a commis contre la structure de l'État constitutionnel des infractions passibles d'une peine d'emprisonnement inférieure à cinq ans, conformément à la législation pénale ;

8) Quiconque, ayant le statut de visiteur temporaire, a commis des ingérences dans les affaires intérieures de l'Équateur.

180. La loi dispose en outre que l'expulsion est un acte administratif par lequel une personne étrangère est renvoyée du territoire équatorien sur décision de justice après avoir purgé une peine d'emprisonnement de plus de cinq ans et se voit interdire le retour en Équateur pendant une durée de dix ans, conformément à la législation pénale.

181. L'expulsion ne peut être prononcée contre une personne étrangère qui, avant la commission de l'infraction, avait contracté mariage ou avait fait reconnaître son union de fait avec un ressortissant équatorien ou avait des enfants équatoriens.

### **23. Réponse au paragraphe 23 de la liste de points**

182. La loi organique sur la mobilité humaine décrit la procédure d'expulsion (art. 144) et définit les conditions dans lesquelles celle-ci est prononcée (art. 147). S'agissant de l'article 22 de la Convention, la garantie d'une procédure régulière est un principe capital de la loi qui, de ce fait, accorde les garanties recommandées dans les instruments internationaux.

### **24. Réponse au paragraphe 24 de la liste de points**

183. En juin 2016, des ressortissants cubains se sont réunis pendant quatre jours environ dans le parc de La Carolina, à Quito, pour faire connaître leurs revendications. Le 28 juin 2016, ils ont demandé à la Municipalité du District métropolitain de Quito l'autorisation d'utiliser l'espace public du parc d'El Arbolito. Le 30 juin 2016, l'administration régionale centrale « Manuel Sáenz » a répondu favorablement à leur demande et leur a remis un document les autorisant à organiser des manifestations et à se réunir dans le parc susmentionné à condition de ne pas occuper cet espace public pendant la nuit.

184. L'autorisation de l'administration régionale a été notifiée aux intéressés le 1<sup>er</sup> juillet 2016 par le Secrétaire à l'inclusion sociale de la Municipalité du District métropolitain de Quito : l'espace public du parc d'El Arbolito pouvait être utilisé pendant une durée de huit jours. Dans ce lieu, le groupe de ressortissants cubains a continué d'organiser des manifestations visant diverses missions diplomatiques afin que celles-ci leur procurent les facilités nécessaires pour se rendre aux États-Unis d'Amérique.

185. Le 6 juillet 2016, conformément aux pouvoirs conférés par la loi sur les migrations, des agents de la Police nationale chargés du contrôle migratoire se sont rendus dans le parc d'El Arbolito pour procéder à des contrôles d'identité. Une fois effectuées les vérifications pertinentes dans les fichiers du système informatique intégré de la Police nationale, les personnes en situation irrégulière ont été identifiées et, conformément à la loi, leurs droits constitutionnels leur ont été individuellement notifiés, dans le respect de la législation équatorienne en matière de migration.

186. À chaque étape de la procédure, l'État équatorien a respecté les droits de l'homme des ressortissants cubains. Ainsi, pour que leur intégrité physique et leur santé soient préservées, ces personnes ont été transférées à l'antenne médicale spécialisée du Ministère de la santé publique qui se trouve au Service des flagrants délits, à Quito, pour y passer des examens médicaux. Ces derniers ont conclu dans chaque cas à l'absence de coups, d'hématomes, de contusions, d'incisions ou autres lésions ; ils ont aussi conclu à l'absence de traitement cruel, dégradant ou discriminatoire et, à plus forte raison, à l'absence d'acte de torture quel qu'il soit envers ces ressortissants cubains pour lesquels la procédure de contrôle migratoire a donc pu se poursuivre. Les personnes concernées ont ensuite été présentées à un juge des contraventions, conformément à la loi sur les migrations, afin qu'une décision soit prise sur leur statut migratoire dans le pays.

187. Puis, sur décision du juge des contraventions, certains migrants cubains ont été conduits au centre d'accueil temporaire de l'hôtel Carrión. Avant et après les auditions et pendant leur transfert au centre d'accueil, ils ont pu s'entretenir avec leurs avocats, publics ou privés. À aucun moment ils n'ont été soumis à une juridiction pénale car, comme le prévoit la loi, le fait pour un migrant d'être en situation irrégulière relève d'une contravention.

188. Les audiences d'expulsion se sont déroulées du 7 au 13 juillet 2016. Chaque cas a été instruit individuellement par divers juges des contraventions afin qu'une décision soit prise sur le statut migratoire de chacun. Il importe de préciser que conformément à l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, le consulat de Cuba en Équateur a été

tenu informé de la procédure de contrôle migratoire à laquelle les ressortissants cubains ont été soumis. De plus, en application de l'article 79 de la Constitution, lors des audiences d'expulsion, chaque prévenu a pu se faire défendre par un avocat, public ou privé, qui était présent pour vérifier que les garanties d'une procédure régulière étaient bien respectées.

189. Après avoir instruit les procédures d'expulsion, les juges ont écouté les parties, évalué les arguments et les pièces versées aux dossiers puis ont statué de manière individualisée en tenant compte des circonstances particulières de chacun. C'est ainsi que les 9, 11 et 13 juillet, un groupe de 122 Cubains ont été renvoyés dans leur pays d'origine après que les autorités ont constaté qu'ils se trouvaient en situation irrégulière. Les 29 citoyens cubains ayant pu prouver qu'ils étaient en situation régulière soit parce qu'ils étaient membres d'une famille incluant des enfants, soit parce qu'ils disposaient d'un lieu de résidence, sont restés dans le pays. À leur arrivée à La Havane, les autres ressortissants cubains ont été remis aux autorités compétentes, ce qui a mis fin à la procédure d'expulsion.

190. Il faut préciser que durant les trois opérations de reconduite des ressortissants cubains à leur pays d'origine, un dialogue constant a été maintenu avec les autorités cubaines. De plus, notre représentation diplomatique et consulaire à Cuba s'est chaque fois rendue à l'aéroport afin de vérifier l'état des personnes à leur arrivée ainsi que l'accueil réservé par les autorités cubaines et pour s'assurer qu'elles allaient bien être reconduites à leur domicile.

191. Sur tous les ressortissants cubains expulsés à cette occasion, seuls deux – pourtant renvoyés au titre d'une sanction légale – ont présenté au Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine une demande de « protection internationale » en vue d'obtenir le statut de réfugié. Leur demande a été accueillie conformément aux principes humanistes de la politique extérieure équatorienne, malgré l'état d'avancement de leur procédure d'expulsion. Ces deux personnes se trouvent actuellement sur le territoire équatorien.

192. Il convient de rappeler par ailleurs que dans un communiqué de presse daté du 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'ambassade de Cuba à Quito a signalé ce qui suit :

« L'ambassade de Cuba tient à préciser publiquement que ces citoyens, dans leur immense majorité, ont quitté notre pays de manière légale et qu'aucun d'eux n'était poursuivi pour ses opinions politiques, contrairement à ce que certains ont prétendu. Les auteurs de ces allégations sont des individus qui, une fois hors de Cuba, se sont fait piéger car ils n'ont pas trouvé le moyen de se rendre aux États-Unis ; dès lors, ils manifestent contre la révolution cubaine et le pays qui les accueille, et tentent de faire pression sur le Gouvernement nord-américain pour que ce dernier les admette sur son territoire.

L'ambassade de Cuba tient à rappeler que tout ressortissant cubain ayant quitté légalement le pays et se trouvant en règle avec la législation en vigueur sur les migrations, a le droit de revenir dans le pays si tel est son souhait. L'ambassade, comme elle l'a toujours fait, continuera d'aider les ressortissants cubains qui souhaitent regagner leur patrie. »

## 25. Réponse au paragraphe 25 de la liste de points

193. Plusieurs formations ont été organisées en 2016 sur différents sujets : l'apatridie, le droit constitutionnel, le droit administratif, la protection internationale, la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant et les techniques d'entretien avec les personnes ayant besoin d'une protection internationale.

194. Dans le cadre de l'accord de coopération entre le HCR et l'Équateur, le Vice-Ministère de la mobilité humaine a coordonné des activités qui permettront de renforcer les procédures administratives utilisées pour la reconnaissance du statut de réfugié.

195. Le décret exécutif n° 1182 du 31 mai 2012 contient le règlement relatif à l'application en Équateur des droits d'asile et de refuge définis à l'article 41 de la Constitution, ainsi que les dispositions pertinentes de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés. L'article 55 du décret susmentionné dispose que « La Commission annulera la reconnaissance du statut de demandeur d'asile ou du statut de réfugié s'il est établi que la personne a commis un délit ou s'est trouvée dans une situation qui constitue une menace pour la sécurité de l'Équateur, conformément au paragraphe 2 de

l'article 9 du présent règlement, ou au paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, selon les cas. L'annulation prendra effet à la date à laquelle elle aura été notifiée conformément aux dispositions du présent règlement ».

## 26. Réponse au paragraphe 26 de la liste de points

196. L'article 23 de la loi organique sur la gestion de l'identité et des données d'état civil dispose : « Les agents diplomatiques ou consulaires de l'Équateur en poste à l'étranger sont habilités à inscrire et enregistrer, manuellement ou par voie électronique, les naissances, mariages, unions de fait et décès dans les délais normaux ou exceptionnels. (...) ». De même, d'après l'article 21 relatif aux procédures de certification : « La Direction générale du registre d'état civil, d'identification et d'immatriculation ainsi que les agents diplomatiques ou consulaires dûment accrédités à l'étranger assureront manuellement ou par voie électronique la certification des informations figurant dans leurs fichiers, qu'il s'agisse des données relatives à l'état civil des personnes ou à leur identité, et ils auront la qualité d'agents de la puissance publique ». Par conséquent, les agents diplomatiques ou consulaires dûment accrédités à l'étranger sont habilités à procéder de manière ordinaire et extraordinaire à l'enregistrement des naissances des ressortissants équatoriens et de leurs enfants jusqu'au troisième degré de consanguinité, ainsi qu'à l'enregistrement des décès, unions de fait et mariages, sans aucune restriction liée au statut migratoire ; les agents diplomatiques ou consulaires sont également habilités à délivrer tout acte d'état civil. La Direction générale du registre d'état civil, d'identification et d'immatriculation garantit ainsi le plein accès des ressortissants équatoriens à l'enregistrement des naissances et à la délivrance de certificats, parmi d'autres services.

197. Les pièces à fournir pour faire enregistrer une naissance sont les suivantes :

- 1) Le document délivré par le pays d'origine, certifiant la naissance et dûment apostillé ou authentifié et traduit, le cas échéant ;
- 2) L'original de la pièce d'identité de celui des deux parents qui a la nationalité équatorienne ;
- 3) La pièce d'identité de la personne qui demande l'enregistrement s'il ne s'agit pas d'un des parents (joindre le pouvoir remis à cet effet).

198. L'enregistrement s'effectue dans le système informatique « MAGNA », gratuitement et dans le respect du droit à l'identité garanti par la Constitution. L'envoi matérialisé d'un exemplaire de l'acte de naissance à la Direction générale du registre d'état civil, d'identification et d'immatriculation marque l'aboutissement de la procédure.

199. Dans le domaine de la formation, le Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine et la Direction générale du registre d'état civil, d'identification et d'immatriculation ont produit des manuels qui ont été remis en temps utile aux fonctionnaires des représentations consulaires ; de plus, des formations à distance ont été organisées sur l'utilisation des procédures d'enregistrement. Des accords interinstitutionnels garantissent que les enfants de ressortissants équatoriens établis à l'étranger, quel que soit leur statut migratoire, peuvent accéder aux procédures d'enregistrement des naissances et obtenir un passeport équatorien ; leur droit à une identité est ainsi respecté.

200. Avec la loi organique sur la gestion de l'identité et des données d'état civil et la loi organique sur la mobilité humaine, l'État réaffirme sa volonté de protéger les enfants mineurs de ressortissants équatoriens afin qu'ils puissent obtenir la nationalité équatorienne, sans aucune restriction.

201. Le Vice-Ministère de la mobilité humaine n'a pas eu connaissance de cas où l'on aurait refusé d'enregistrer la naissance d'un mineur.

#### **4. Quatrième partie de la Convention**

##### **27. Réponse au paragraphe 27 de la liste de points**

202. Le 3 août 2015 a été publié le décret exécutif n° 739 qui prévoit et facilite l'octroi de la personnalité juridique aux organisations à but non lucratif de travailleurs, sans distinction de nationalité ou de statut migratoire.

203. Trente-six organisations de travailleurs en situation de mobilité ont été dotées de la personnalité juridique, l'objectif étant de promouvoir leur participation à l'élaboration de politiques publiques inclusives à tous les niveaux de gouvernement. On trouvera plus d'informations à l'annexe 9 qui contient un tableau intitulé Organisations.

##### **28. Réponse au paragraphe 28 de la liste de points**

204. Conformément à l'article 9 de la Constitution et à la législation relative à son application, les personnes étrangères vivant sur le territoire équatorien ont les mêmes droits et devoirs que les ressortissants nationaux. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 27 de la liste de points.

##### **29. Réponse au paragraphe 29 de la liste de points**

205. Les articles 9 et 11 de la Constitution disposent que les personnes étrangères vivant sur le territoire équatorien ont les mêmes droits et devoirs que les ressortissants nationaux.

206. La loi sur la sécurité sociale, publiée dans le supplément du Journal officiel n° 465 du 30 novembre 2001, dispose à l'article 1<sup>er</sup> intitulé « Principes directeurs » que le régime général d'assurance obligatoire fait partie système national de sécurité sociale et qu'à ce titre, son organisation et son fonctionnement sont régis par les principes de solidarité, d'adhésion obligatoire, d'universalité, d'équité, d'efficacité, de subsidiarité et de suffisance.

207. Le principe d'universalité garantit à toute la population susceptible d'être assurée l'égalité des chances en matière d'accès aux prestations du régime général d'assurance obligatoire, sans distinction fondée sur la nationalité, l'origine ethnique, le lieu de résidence, le sexe, l'éducation, la profession ou le revenu.

208. L'article 93 de la loi organique sur la gestion de l'identité et des données d'état civil impose à tout Équatorien dès l'âge de 18 ans et aux étrangers résidant en Équateur d'obtenir une carte d'identité.

209. Aussi, afin de garantir ce droit aux nationaux et aux étrangers dans des conditions d'égalité, l'Institut équatorien de sécurité sociale attribue un numéro provisoire à toute personne n'ayant pas de carte d'identité équatorienne et effectuant un travail salarié ; avec ce numéro, un étranger peut faire enregistrer son visa d'entrée pour avoir accès à la sécurité sociale.

##### **30. Réponse au paragraphe 30 de la liste de points**

210. Le Secrétariat d'État à l'enseignement supérieur, à la science, à la technologie et à l'innovation est un organisme public créé pour mettre en œuvre, formuler et coordonner la politique publique et les activités du système d'enseignement supérieur ; conformément à la loi organique sur l'enseignement supérieur, il assure la reconnaissance des titres et diplômes obtenus à l'étranger tant par les ressortissants équatoriens que par les personnes étrangères.

211. Afin de garantir les mêmes droits au titulaire d'un diplôme étranger qu'au titulaire d'un diplôme équivalent obtenu en Équateur, ce Secrétariat d'État, depuis sa création, reconnaît les études supérieures, les diplômes professionnels ou les titres universitaires délivrés par une institution étrangère dès lors qu'ils correspondent à l'un des niveaux de formation établis dans la loi organique sur l'enseignement supérieur ; il vérifie l'authenticité des titres, les modalités des études, la qualité et le niveau d'excellence du cursus ou du programme suivi et l'habilitation ou l'accréditation de l'institution ayant délivré le diplôme, sans tenir compte de la nationalité de celui ou celle qui l'a obtenu. Certains diplômes universitaires ou de formation continue ne sont pas soumis à une procédure de reconnaissance légale en Équateur.

212. À cet égard, le Règlement relatif aux titres et grades universitaires obtenus dans des institutions étrangères, publié par le Conseil de l'enseignement supérieur (CES) dans la résolution RPC-SO-06 n° 103-2016 et paru dans le Bulletin officiel du CES du 1<sup>er</sup> mars 2016, indique expressément que la reconnaissance du titre ne vaut pas habilitation à exercer une activité professionnelle, à l'exception des cas où aucun autre critère que l'obtention du diplôme en Équateur n'a été établi.

213. En particulier, les titres obtenus par des ressortissants nationaux ou des étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur cubains, sans préjudice des dispositions de la législation équatorienne, sont soumis à la procédure de reconnaissance des titres et diplômes et aux principes régis par l'accord de coopération et de reconnaissance mutuelle des titres professionnels et d'homologation des études supérieures conclu entre l'Équateur et Cuba le 13 novembre 2002 ; cet accord prévoit que la reconnaissance de ces titres peut faire l'objet d'une procédure accélérée, ce qui constitue un avantage par rapport au traitement accordé aux titulaires d'un diplôme étranger délivré dans un pays avec lequel il n'y a pas d'accord.

214. À cet égard, le Code organique de la fonction judiciaire prévoit que les diplômes obtenus à l'étranger doivent obligatoirement être soumis aux procédures d'homologation et d'enregistrement pour que l'habilitation à exercer une activité professionnelle puisse être délivrée.

215. L'homologation est une procédure de reconnaissance régie par le Règlement relatif aux titres et grades universitaires obtenus dans des institutions étrangères, dont l'article 18 attribue la compétence aux établissements d'enseignement supérieur équatoriens dûment accrédités par le Conseil d'évaluation, d'accréditation et d'assurance-qualité de l'enseignement supérieur ; ces établissements doivent disposer d'un cursus ou d'un programme analogue à celui qui a été suivi à l'étranger. Ils se chargent de comparer le contenu des études suivies pour obtenir le diplôme au cursus ou programme universitaire national de la même discipline et s'assurent que les contenus sont équivalents à plus de 80 %.

216. Les personnes qui ne remplissent pas les critères d'homologation peuvent recourir à la procédure de revalidation qui consiste à approuver une partie du cursus ou du programme enseigné dans tel ou tel établissement d'enseignement supérieur et à déterminer les cours, matières et autres formations qu'il reste à approuver ainsi que les autres critères à remplir pour obtenir le titre équivalent dans l'institution équatorienne.

217. Il en va de même avec la procédure d'habilitation à l'exercice de la médecine ; en effet, la loi organique sur la santé publiée au Journal officiel n° 423 du 22 décembre 2006 dispose que pour être habilités à pratiquer leur métier et à se faire enregistrer comme il convient, les professionnels de santé équatoriens et étrangers doivent exercer pendant un an dans une communauté paroissiale rurale ou urbaine marginale. Cette procédure n'est pas propre à l'Équateur ; les pays appliquent des procédures spécifiques de reconnaissance ou d'habilitation pour l'exercice de certaines professions considérées comme étant d'intérêt public, d'où leur appellation de professions réglementées. Il faut donc souligner qu'il s'agit d'un traitement différent appliqué non pas aux étrangers mais aux diplômés obtenus à l'étranger quelle que soit la nationalité de leurs titulaires.

218. Parmi les diplômes de citoyens cubains qui ont été validés, 47 % sont des diplômes de santé et 2 % des diplômes de droit.

219. Enfin, 2016 est la seule année pour laquelle un total de 1 135 diplômes de troisième et quatrième années obtenus dans des établissements d'enseignement supérieur cubains ont été validés, contre 240 pour l'année en cours.

220. Il faut signaler que pour cette procédure de validation, tous les ressortissants nationaux ou étrangers doivent réunir l'ensemble des conditions légales et réglementaires requises, sans aucune exception, et respecter les mécanismes d'authentification établis par la réglementation équatorienne.

221. Les procédures d'habilitation à l'exercice d'une profession dans les domaines du droit et de la santé ne sont pas du ressort du Secrétariat d'État à l'enseignement supérieur, à la science, à la technologie et à l'innovation ; elles exigent des critères bien précis, définis respectivement dans le Code organique de la fonction judiciaire et dans la loi organique sur

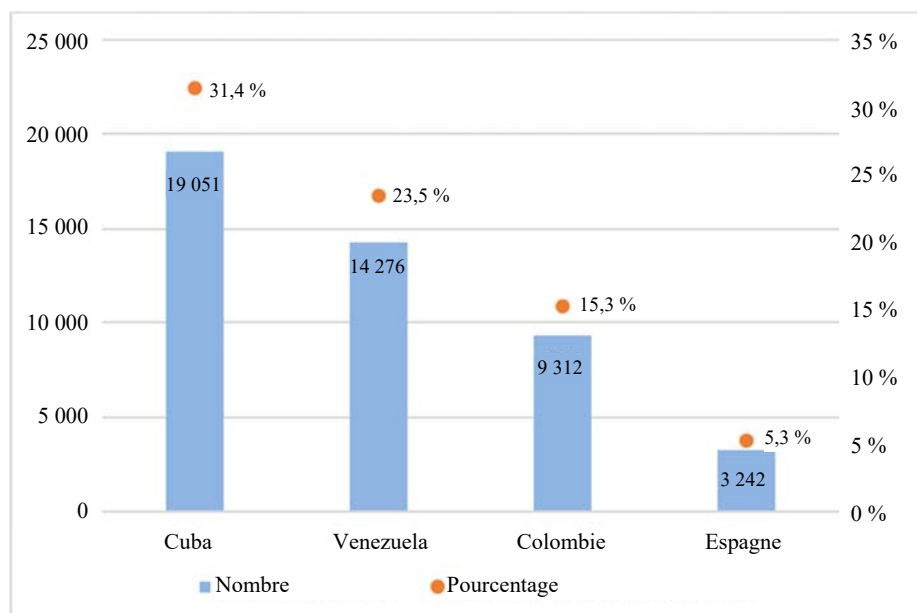


la santé, auxquels doivent se soumettre dans des conditions d'égalité toutes les personnes ayant obtenu des diplômes dans des universités étrangères, y compris à Cuba.

222. En conclusion, conformément à l'article 11 de la Constitution, il n'y a pas et il n'y a jamais eu de traitement discriminatoire envers les ressortissants cubains ; au contraire, ces derniers ont bénéficié de procédures accélérées de reconnaissance de leurs diplômes grâce à un accord conclu entre les deux pays et à la gestion du Secrétariat d'État à l'enseignement supérieur, à la science, à la technologie et à l'innovation qui a toujours fait preuve d'ouverture face aux demandes de reconnaissance de titres qui lui étaient présentées, y compris en ce qui concerne les critères requis. Il a même agi comme médiateur auprès des institutions compétentes pour obtenir des informations sur les procédures de légalisation de documents et d'habilitation professionnelle qui avaient donné lieu à des difficultés.

#### **Nombre et pourcentage de diplômes validés, par pays d'origine des diplômés**

(pour les 4 pays à plus forts pourcentages)



Source : Système national d'information sur l'enseignement supérieur de l'Équateur (SNIESE), élaboré par SFA.

## **5. Sixième partie de la Convention**

### **31. Réponse au paragraphe 31 de la liste de points**

a)

223. Le chapitre VI de la loi organique sur la mobilité humaine relatif à la traite des personnes et au trafic de migrants est axé sur la prévention et la protection. Il a été revu par les institutions de l'État, la société civile et des organismes internationaux, ce qui a permis d'obtenir des informations émanant de tous les acteurs qui travaillent sur ces sujets. On trouvera des renseignements complets dans la réponse au paragraphe 4 b) x) de la liste de points.

224. Une commission interinstitutionnelle a été constituée ; elle avait auparavant élaboré le Plan national de lutte contre la traite, le trafic, l'exploitation sexuelle, l'exploitation par le travail et autres formes d'exploitation, en particulier des femmes, des enfants, des adolescents et des personnes ayant une identité sexuelle différente. Cette commission est chargée de donner suite à la politique publique de lutte contre la traite des personnes ; ses axes d'action sont les suivants :

*Protection et réparation*

225. Dans cet axe d'action, les parties prenantes sont le Ministère de l'inclusion économique et sociale, le Ministère de l'intérieur, le Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine, le parquet général, les Ministères de la santé, de l'éducation et du travail, le Bureau du Défenseur du peuple et le Conseil de la magistrature.

226. Il y a aussi le Comité de suivi des affaires, placé sous l'autorité du Système de protection et de prise en charge des victimes et des témoins, qui relève du parquet général, et le Conseil de la magistrature qui joue un rôle actif.

227. Les activités de la Commission sont les suivantes :

- Assister aux réunions du Ministère de l'intérieur et en particulier à celles du Comité de suivi des affaires, au cours desquelles sont analysées les difficultés rencontrées dans différentes affaires. Les institutions impliquées s'engagent à réaliser ponctuellement des activités dans leur domaine de compétence, par exemple mettre au point des formations pour le personnel judiciaire et faire connaître l'aide que chacune peut apporter ;
- Suivre à l'échelon interinstitutionnel les procédures judiciaires pour traite d'êtres humains, dans le cadre de la Commission interinstitutionnelle et de son Comité de suivi des affaires ;
- Participer activement aux vidéoconférences tenues à l'échelon binational entre l'Équateur et la Colombie afin d'échanger des données d'expérience et de s'informer sur les bonnes pratiques utilisées par les instances des deux pays en matière d'assistance et de protection des étrangers victimes de la traite, mais aussi pour identifier les problèmes rencontrés et améliorer l'action menée dans ces domaines.

*Prévention*

228. Cet axe d'action consiste à réaliser des campagnes de prévention de cette infraction. On trouvera plus d'informations dans les réponses aux paragraphes 4 b) x) et 5 de la liste de points.

*Enquête et sanction*

229. Le parquet général et le Conseil de la magistrature participent à cet axe d'action dans le cadre des attributions et compétences que la loi leur confère, et assurent au niveau interinstitutionnel la coordination entre les entités qui font partie de la fonction judiciaire.

230. Il s'agit aussi de garantir aux victimes le délai de réflexion institutionnalisé par le Système de protection et de prise en charge des victimes et des témoins. Le Code pénal prévoit des garanties en matière de protection des victimes, qui permettent aux magistrats du parquet de solliciter des témoignages anticipés ou par vidéoconférence (si telle est la décision de la victime).

231. Les ambassades et consulats d'Équateur dans le monde entier sont chargés de fournir aux victimes équatoriennes de la traite d'êtres humains des produits alimentaires, un hébergement et des billets d'avion pour qu'elles puissent regagner leur pays.

b)

232. Dans le domaine de la prévention, une stratégie de promotion des droits a été élaborée pour prévenir la traite des personnes et le trafic de migrants ; elle consiste notamment à rassembler tous les matériels produits au niveau national de 2006 à juin 2016, ce qui permet de prendre conscience des atouts et des faiblesses dans ce domaine. Cette stratégie, qui prévoit aussi de sensibiliser les fonctionnaires à l'aide de plates-formes institutionnelles virtuelles, contient des directives bien précises pour assurer la diffusion coordonnée de produits de communication entre toutes les institutions de la Commission interinstitutionnelle.

233. Un projet pilote a été entrepris dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de promotion des droits à Sucumbíos et Esmeraldas ; il s'agit de formations sur la prévention de

la traite des personnes et du trafic de migrants, qui mettent en évidence les risques et conséquences de la migration irrégulière :

- Formation sur la traite des personnes et le trafic de migrants dispensée le 15 mars au Ministère des relations extérieures, à Quito, devant 15 participants ;
- Atelier sur la traite des personnes et le trafic de migrants organisé le 17 mars à Azogues, dans la province d'El Cañar, pour 15 consuls ;
- Formation pour 10 inspecteurs du travail sur les moyens permettant d'identifier le délit de traite d'êtres humains, organisée à Quito, le 8 avril 2016 ;
- Formation s'adressant aux agents de la police de San Miguel de los Bancos sur la traite des personnes et le trafic de migrants, dispensée le 14 avril 2016 en présence de 15 participants ;
- Stage sur la traite des personnes organisé au niveau national pour 40 agents de la Direction nationale de la police des mineurs (DINAPEN), à Quito, du 6 au 10 juin 2016 ;
- À la suite du séisme du 16 avril, 100 fonctionnaires de police travaillant dans la zone de la catastrophe ont reçu une formation sur les mécanismes permettant de repérer d'éventuels cas de traite ; cette formation a été dispensée à Manta, le 13 mai 2016 ;
- Stage sur la traite des personnes destiné aux agents publics et aux membres de la société civile de Riobamba, organisé les 15 et 16 novembre 2016 ;
- Organisation à Quito, les 17, 18, 28, 29 et 30 novembre ainsi que le 1<sup>er</sup> décembre 2016 de trois stages sur la traite des personnes pour les fonctionnaires de police (80 participants).

234. On trouvera plus d'informations dans les réponses aux paragraphes 4 b) x) et 5 de la liste de points.

235. Par ailleurs, la Police nationale reçoit en permanence des formations sur ce type d'infractions dans le cadre du Programme complet de formation continue organisé chaque année, ainsi que dans des stages de perfectionnement.

c)

236. L'Équateur étant partie aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, il respecte les garanties énoncées dans la Constitution et se montre déterminé à lutter contre ces infractions ; à ce titre, il a mis en place au sein de la Police nationale et du ministère public des unités spécialisées dans la conduite des enquêtes, ce qui a permis de mieux coordonner le traitement judiciaire de ce type d'affaires. On trouvera plus d'informations dans les réponses aux paragraphes 4 b) x) et 5 de la liste de points.

d)

237. Il existe en Équateur deux foyers d'accueil spécialisés dans la protection des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ; l'un est entièrement financé par l'État et l'autre en partenariat avec une ONG. Les victimes d'autres formes d'exploitation sont accueillies, après étude de leur cas, dans des structures relevant du Ministère de l'inclusion économique et sociale.

238. Les victimes de la traite ont droit à une protection en cas de dommages ou de menaces pendant la procédure judiciaire ; elles ont accès à une aide psychologique, aux soins médicaux, à l'éducation et à un hébergement dans un foyer d'accueil. Ces services sont financés et coordonnés par l'État et la société civile. Dans les domaines de la santé et du soutien psychologique, ils sont adaptés au cas de chaque victime.

e)

239. Il existe plusieurs institutions chargées d'aider et de protéger les victimes d'infractions diverses ; le budget qui leur est alloué se répartit comme suit :

- Protection : 825 000 dollars des États-Unis ;

- Prévention : 500 000 dollars des États-Unis ;
- Enquêtes : 500 000 dollars des États-Unis.

240. Ces montants incluent les salaires, les plates-formes de diffusion et la formation pour chaque entité de la Commission interinstitutionnelle, selon son domaine de compétence.

f)

241. Les informations fournies ci-après proviennent de la base de données de l'unité des statistiques de la Direction nationale de la police criminelle. Tous les signalements enregistrés ne contiennent pas d'informations complètes sur les victimes. Certains ne mentionnent que les rapports de police et occultent les données personnelles pour préserver leur caractère confidentiel. On trouvera ci-après les statistiques disponibles sur les jugements concernant l'infraction de traite des personnes.

#### *Sexe des victimes*

242. En 2012, 170 victimes femmes ont été identifiées contre 43 hommes, et en 2013, 360 femmes contre 49 hommes. Depuis 2014, les données personnelles concernant les victimes sont protégées dans la majeure partie des cas. Toutefois, la tendance s'est confirmée : en 2014, sur l'ensemble des signalements comportant des données sur les victimes de cette infraction, 95 concernaient des femmes et 22 des hommes ; en 2015, 55 victimes étaient des femmes et 8 des hommes.

#### *Récapitulation des données sur les victimes, de 2012 à 2016*

243. Récapitulation depuis 2012 des données sur les victimes protégées par le Système national de protection et de prise en charge des victimes et des témoins (SPAVT).

#### **Nombre de condamnations en première instance, de 2012 à 2016**

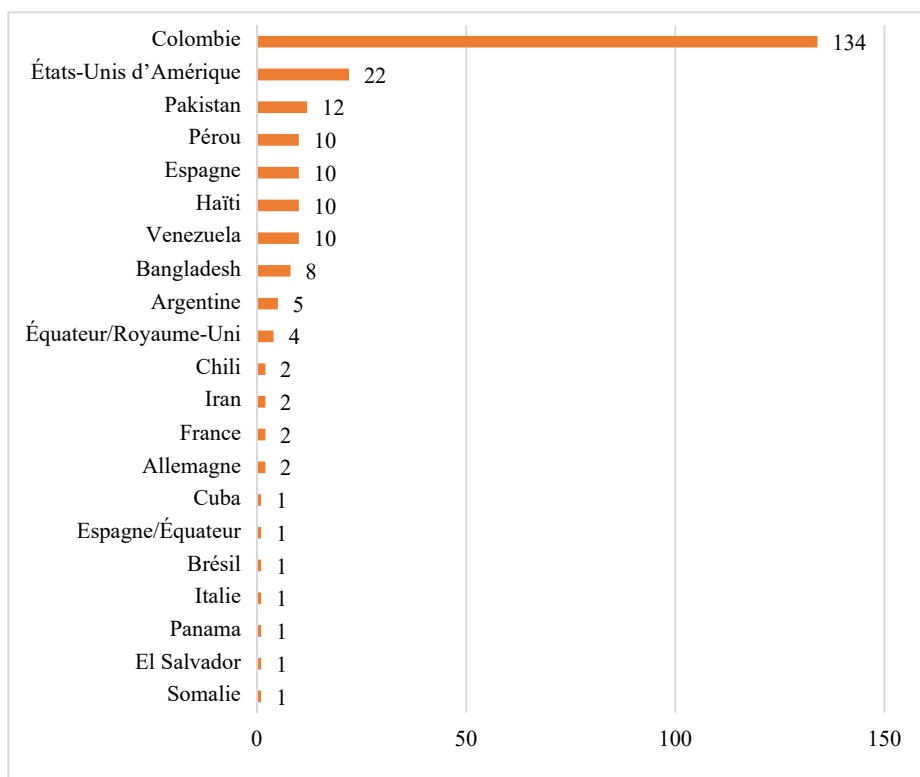
<i>Année</i>	<i>Nombre de jugements</i>	<i>Nombre de condamnations</i>	<i>Verdicts d'acquiescement</i>
2012	5	5	–
2013	8	8	–
2014	12	12	–
2015	32	30	2
2016	32	26	6

#### **Nombre de signalements par rapport au nombre de victimes, de 2012 à 2016**

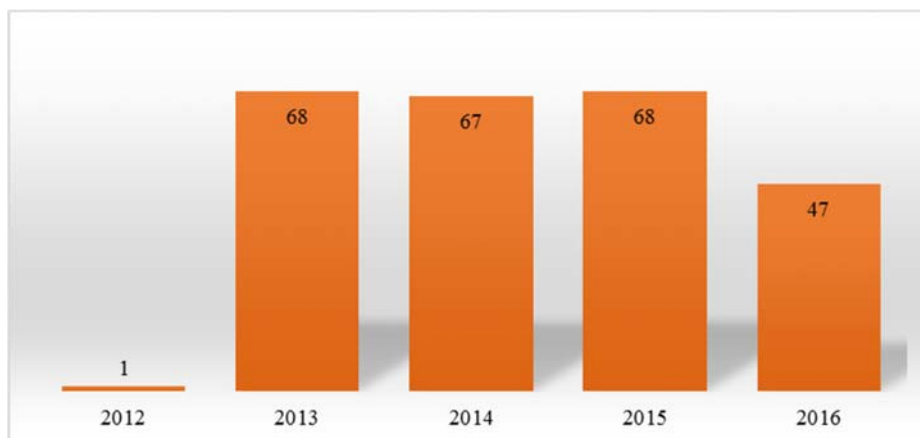
<i>Année</i>	<i>Nombre de signalements</i>	<i>Nombre de victimes</i>
2012	177	251
2013	228	373
2014	241	464
2015	217	230
2016	188	198

Tableau élaboré par le parquet général à partir de la base de données sur les signalements de l'unité des statistiques de la Direction nationale de la police criminelle.

**Nombre de personnes en situation de mobilité admises dans le Système national de protection et de prise en charge des victimes et des témoins, par nationalité, jusqu'en février 2017**



**Nombre de demandes de protection émanant de personnes victimes de la traite**

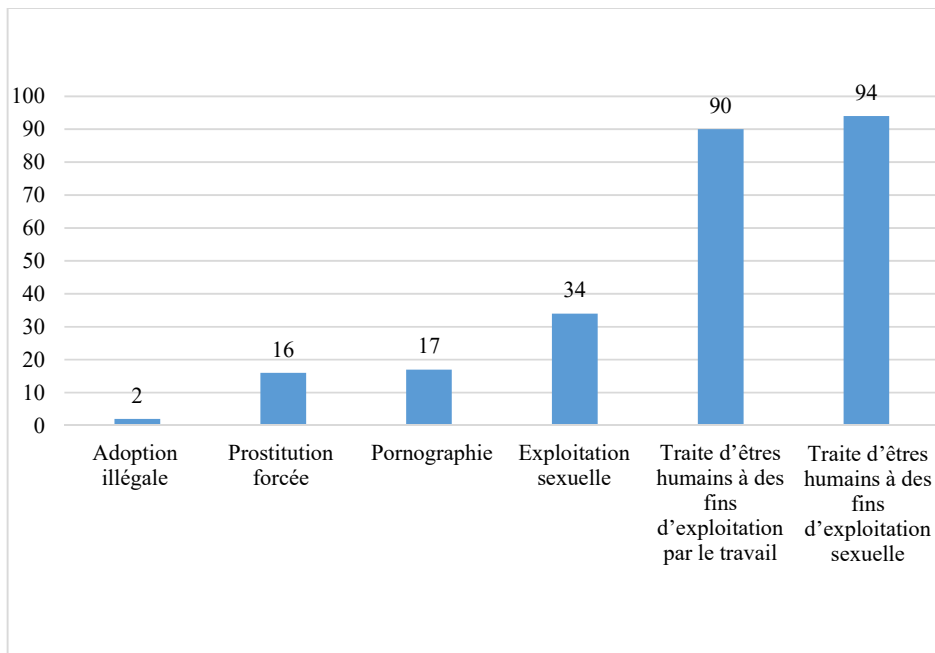


Élaboré par Paola Badillo.

Source : Archives statistiques du SPAVT.

Date : 27 décembre 2016.

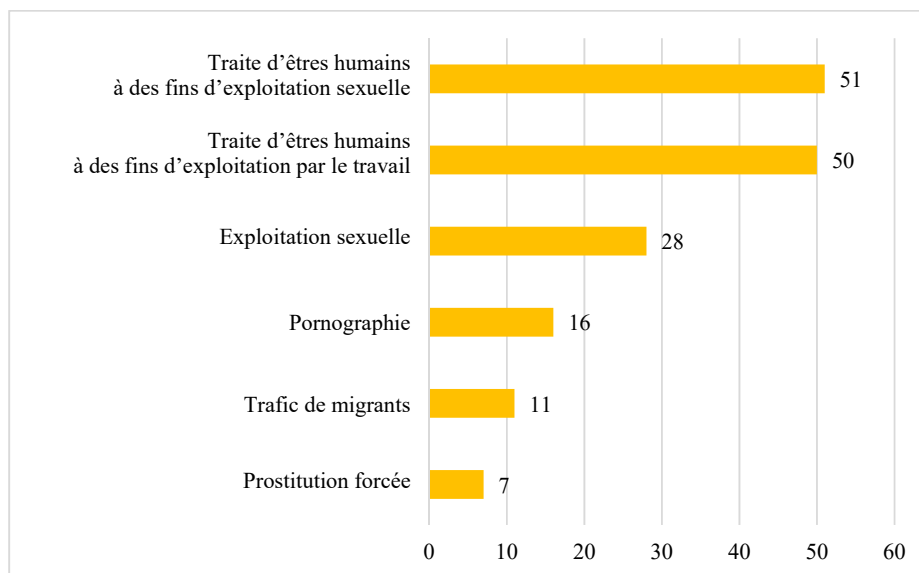
**Données ventilées par infraction**



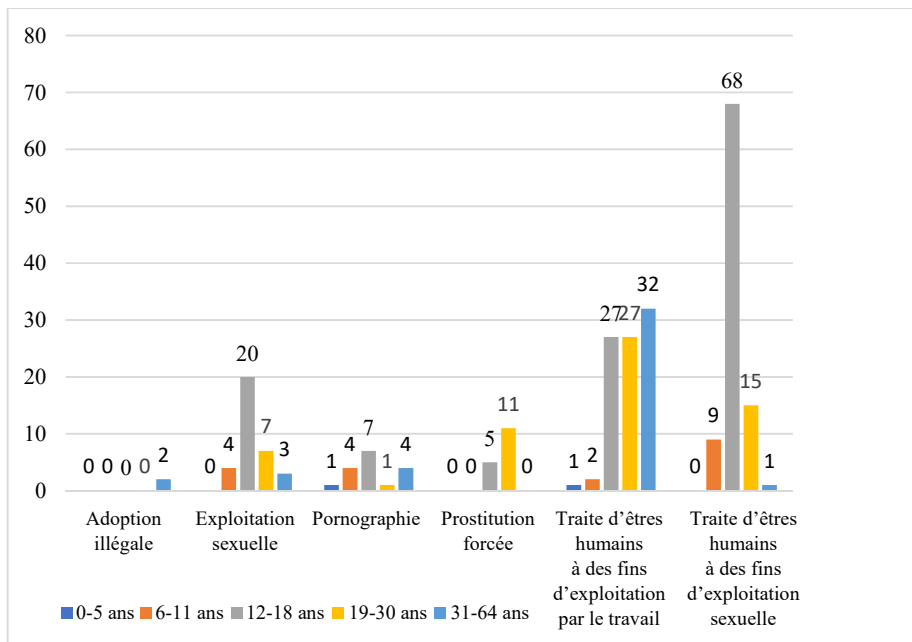
Élaboré par Paola Badillo.

Source : Archives statistiques du SPAVT.

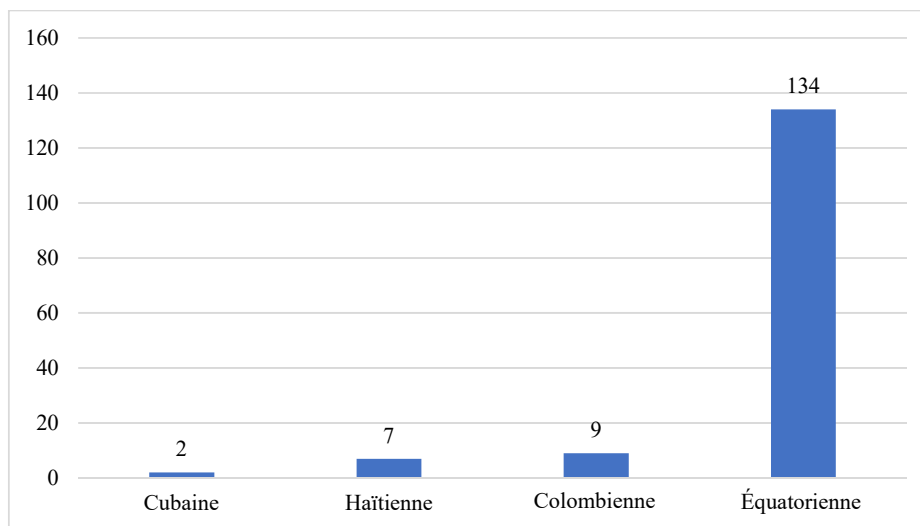
Date : 27 décembre 2016.



**Données ventilées selon l'âge de commission de l'infraction**

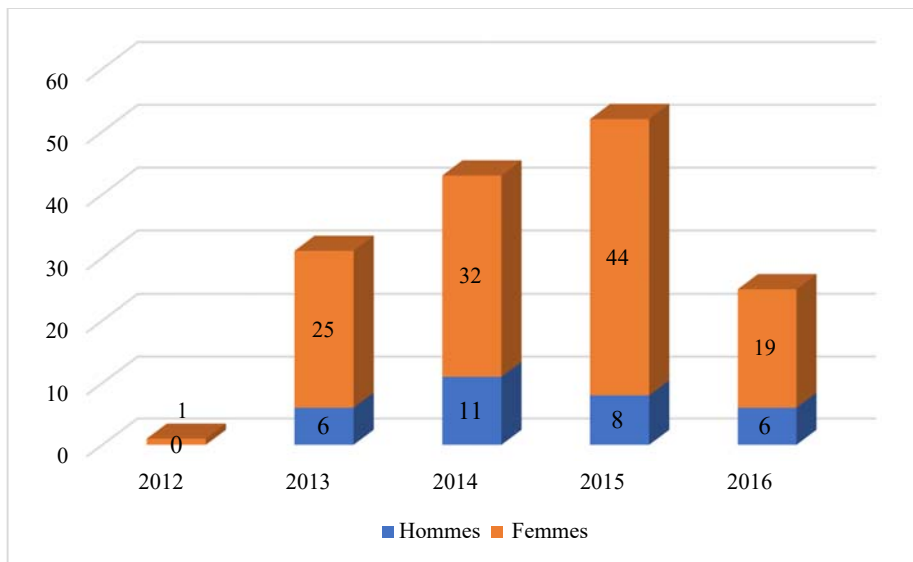


**Nationalité des personnes protégées par le SPAVT**



Élaboré par Paola Badillo.  
 Source : Archives statistiques du SPAVT.  
 Date : 27 décembre 2016.

## Victimes de la traite bénéficiant d'une protection – Données ventilées par sexe



Élaboré par Paola Badillo.

Source : Archives statistiques du SPAVT.

Date : 27 décembre 2016.

244. Entre 2012 et 2016, 80 % des victimes de la traite d'êtres humains protégées par le Système national de protection et de prise en charge des victimes et des témoins étaient des femmes (soit 121 personnes). Une protection immédiate a été accordée à 42,14 % d'entre elles, conformément au droit des victimes de la traite et d'autres formes d'exploitation à un délai de réflexion.

g)

245. L'institution chargée des statistiques officielles est le parquet général à travers l'observatoire des infractions (*Delitoscopio*) qui recueille et analyse les données conformément aux critères requis et les diffuse dans des bulletins, communications et par d'autres moyens.

246. Les victimes étrangères bénéficient des mêmes avantages que les victimes équatoriennes ; cependant, aucune procédure n'a été engagée à ce titre et si tel était le cas, l'Équateur, par l'intermédiaire du Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine, accorde des permis de séjour temporaires ou permanents.

247. Le personnel des forces de sécurité, des services migratoires et des services sociaux reçoit une formation sur les procédures d'identification d'éventuelles victimes de la traite, et des outils sont mis à leur disposition, par exemple les Orientations régionales pour la détection précoce des situations de traite d'êtres humains aux frontières avec les pays du MERCOSUR et les États associés, ou le Protocole national harmonisé de protection et d'assistance intégrale aux personnes victimes de la traite.

### 32. Réponse au paragraphe 32 de la liste de points

a)

248. Le Ministère du travail est l'institution de l'État équatorien qui assume les fonctions de supervision et de contrôle conformément à la législation en vigueur et qui renvoie aux autorités compétentes les cas de traite éventuellement détectés. Par ailleurs, il informe le secteur privé de ses droits et responsabilités en tant qu'employeur et lui expose les sanctions encourues pour défaut d'assurance et non-protection de ses salariés. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 12 de la liste de points.



1) Le Vice-Ministère de la mobilité humaine fait partie du Groupe de travail interinstitutionnel sur la traite d'êtres humains. On trouvera plus d'informations dans les réponses aux paragraphes 4 b) x) et 31 de la liste de points ;

2) En 2016, les coordinations régionales ont organisé localement 83 ateliers sur la lutte contre la migration à risques et 88 autres ateliers pour faire connaître les services du Vice-Ministère de la mobilité humaine à la société civile, aux institutions gouvernementales, aux ONG et aux fonctionnaires en général ;

3) Des foires binationales ont été organisées avec la Colombie et le Pérou.

b)

249. L'Équateur étant un pays d'origine, de transit, de destination, de retour et de refuge, il lui est apparu nécessaire de renforcer le cadre normatif relatif à la mobilité humaine et de consolider les mécanismes de protection des droits des Équatoriens établis à l'étranger et des personnes d'autres nationalités vivant dans le pays, conformément aux principes de non-discrimination et d'égalité proclamés dans la loi organique sur la mobilité humaine.

c)

250. Une stratégie de promotion des droits a été élaborée pour prévenir la traite des personnes et le trafic de migrants ; elle consiste notamment à rassembler tous les matériels produits au niveau national de 2006 à juin 2016. Elle prévoit aussi de sensibiliser les fonctionnaires à l'aide de plates-formes institutionnelles virtuelles, et contient des directives concernant la diffusion coordonnée de produits de communication entre toutes les institutions de la Commission interinstitutionnelle.

251. Le Vice-Ministère de la mobilité humaine a lancé la campagne contre la migration à risques, qui développe les thèmes de la prévention, des risques et des conséquences de la traite des personnes et du trafic de migrants. On trouvera plus d'informations dans les réponses aux paragraphes 4 b) x) et 5 de la liste de points.

d)

252. La loi organique sur la mobilité humaine souligne la nécessité de faciliter la régularisation de la situation des personnes étrangères, ce qui est le meilleur moyen de protéger et garantir leurs droits. Elle prévoit la réduction du nombre de catégories de migrants, considère le principe du regroupement familial comme une priorité et définit des procédures d'obtention de visas reposant sur les principes d'égalité et de diligence, sur la déconcentration territoriale, la qualité des services, l'empathie et la simplification des démarches.

253. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 4 de la liste de points.

### **33. Réponse au paragraphe 33 de la liste de points**

254. S'agissant de la portée et du contenu du Protocole binational sur la mobilité humaine, les États parties accueilleront les ressortissants des pays tiers refoulés ou expulsés dès lors qu'ils remplissent les conditions suivantes : a) se faire enregistrer comme migrant(e) dans le pays d'accueil dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de première entrée sur le territoire. Ce délai court à partir de la date d'entrée dans le pays requis ; b) être en possession d'un document de voyage ou d'une pièce d'identité en cours de validité ; c) être en possession d'un billet de retour en cours de validité vers le pays d'origine.

### **34. Réponse au paragraphe 34 de la liste de points**

255. Régularisation des ressortissants haïtiens : conformément au décret présidentiel n° 248 du 9 février 2010, la procédure de régularisation des ressortissants haïtiens en situation irrégulière a été appliquée du 9 février au 30 juin 2010, entraînant la délivrance de 392 visas.

256. Régularisation des ressortissants vénézuéliens en vertu de l'accord portant sur le statut de migrant conclu entre l'Équateur et le Venezuela : conformément à l'article 16 dudit accord, la procédure de régularisation des ressortissants vénézuéliens a débuté le 9 mai 2011

pour une durée de cent quatre-vingt jours, et a permis aux personnes en situation irrégulière d'obtenir gratuitement un visa d'immigrant 9 VII.

257. Régularisation des ressortissants péruviens en vertu de l'accord portant sur le statut de migrant conclu entre l'Équateur et le Pérou : conformément à l'article 22 dudit accord, la procédure de régularisation des ressortissants péruviens a débuté le 15 mars 2011 pour une durée de cent quatre-vingt jours, et a permis aux personnes en situation irrégulière d'obtenir gratuitement un visa d'immigrant 9 VII ; la procédure a été reconduite pendant cent quatre-vingt jours, jusqu'au 14 avril 2012.

258. Procédure de régularisation des ressortissants dominicains : le 27 mai 2015, dans la résolution n° 008/2015 adoptée par le Comité consultatif sur la politique migratoire réuni en session extraordinaire, il a été décidé de mettre en place une procédure de régularisation des ressortissants dominicains en situation irrégulière afin qu'ils puissent obtenir un visa d'immigrant ou de non-immigrant ; cette procédure, qui a été appliquée du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> décembre 2015, n'a donné lieu à aucune statistique précise car les ressortissants dominicains pouvaient solliciter la délivrance de n'importe quelle catégorie de visa.

259. Procédure de régularisation des ressortissants haïtiens : le 4 août 2015, dans la résolution n° 012/2015 adoptée par le Comité consultatif sur la politique migratoire réuni en session extraordinaire, il a été décidé de mettre en place une procédure de régularisation des ressortissants haïtiens en situation irrégulière, qui a été appliquée du 11 août au 11 novembre 2015, entraînant la délivrance de 161 visas 12 XI.

260. Procédure de régularisation lancée en 2016 : dans ses résolutions n°s 19 de 2015 et 004, 006 et 014 de 2016, le Comité consultatif sur la politique migratoire réuni en session extraordinaire a défini des règles pour régulariser les étrangers en situation irrégulière ; l'opération s'est déroulée du 20 janvier 2016 au 15 janvier 2017. Comme il était possible de solliciter tout type de visa, on estime qu'il en a été délivré environ 2 485. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 4 de la liste de points, et des données ventilées par sexe et âge à l'annexe 3 relative aux visas :

- Visas d'immigrant délivrés conformément à l'accord conclu entre l'Équateur et le Venezuela ;
- Visas d'immigrant délivrés conformément à l'accord conclu entre l'Équateur et le Pérou ;
- Visas MERCOSUR ;
- Visas d'immigrant MERCOSUR ;
- Visas d'immigrant assorti d'un permis de travail.

## Section II

### 35. Réponse au paragraphe 35 de la liste de points

a)

261. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 2 de la liste de points.

b)

262. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 8 de la liste de points.

c)

263. Le 17 juillet 2015, le Ministère du travail a conclu avec l'Organisation internationale pour les migrations un accord de coopération concernant la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine des migrations sous la forme de :

- Formations pour les secteurs public et privé sur les droits et devoirs des personnes en situation de mobilité ;

- Services aux personnes en situation de mobilité : conseils et recueil d'informations interinstitutionnelles.

264. De plus, l'Unité des migrations de main d'œuvre aide directement ou par téléphone les travailleurs migrants, oriente ceux dont les droits ne sont pas respectés et qui ont besoin de certains services vers d'autres institutions, publiques ou privées, et suit leur situation.

265. On trouvera plus d'informations dans la réponse aux paragraphes 4, 5 et 31 de la liste de points.

*d)*

266. En 1978, l'Équateur a ratifié la Convention n° 97 de l'OIT sur les travailleurs migrants (révisée) (1949), à l'exception des dispositions des annexes I à III. La Convention n° 143 sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires) (1975) fait actuellement l'objet de consultations par les instances compétentes.

267. En 2013, l'Équateur a ratifié la Convention n° 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques (2011) qui a pour objet d'améliorer les conditions de vie et de travail des travailleuses domestiques.

*e)*

268. En 2015, en coopération avec l'Université de Comillas à Madrid et l'Observatoire basque de l'immigration, une étude a été réalisée sur le thème « La population d'origine équatorienne en Espagne : ses caractéristiques, ses besoins et ses attentes en temps de crise » ; cette étude répond à la nécessité de mieux connaître les besoins de la population équatorienne résidant dans ce pays qui, depuis la grave crise financière de 1998, est devenu l'une des principales destinations des migrants équatoriens.

269. Dans le cadre d'un accord de coopération interinstitutionnelle, le Ministère du travail et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont encouragé l'activité de conseil sur les risques professionnels vus sous l'angle de la mobilité, afin d'identifier les atteintes aux droits des migrants et les principaux risques auxquels ils sont exposés.

*f)*

270. L'accès à l'information est assuré par le site Web du Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine, un consulat virtuel, le site Web des consulats et ambassades et les réseaux sociaux du Ministère susmentionné. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 5 de la liste de points.

### **Section III**

#### **36. Réponse au paragraphe 36 de la liste de points**

*a)*

271. Se reporter à l'annexe 10 relative aux personnes privées de liberté.

*b)*

272. Les personnes privées de liberté suivies par nos services consulaires étaient au nombre de 125 en 2016 et de 112 en 2017. Aucun cas de ressortissant équatorien détenu à l'étranger pour des infractions liées à l'immigration n'a été enregistré ; en revanche, il existe bon nombre d'Équatoriens refoulés des États-Unis d'Amérique. Il en est question à l'annexe 11.

*c)*

273. Les données statistiques sont jointes au présent document, à l'annexe 4 relative aux personnes refoulées.

d)

274. L'annexe 12 contient un tableau avec des données statistiques sur les mineurs isolés demandeurs d'asile ou ayant le statut de réfugié. L'annexe 3 relative aux visas contient des informations sur les mineurs ayant obtenu un visa ; cependant, les données détaillées figurent dans chaque dossier et ne peuvent être présentées sous forme de tableau statistique. Le Protocole relatif à la prise en charge des mineurs isolés figure à l'annexe 13.

e)

275. Pendant la période 2011-2016, les fonds envoyés par les travailleurs migrants provenaient principalement des États-Unis d'Amérique, d'Espagne et d'Italie.

276. Les envois de fonds aux familles restées dans le pays se sont élevés en 2012 à 2 446 400 000 dollars des États-Unis, soit 8,5 % de moins qu'en 2011 (2 672 400 000 dollars). Si l'on compare le montant enregistré en 2012 à celui comptabilisé en 2007 (3 335 400 000 dollars), la meilleure année des séries statistiques établies par la Banque centrale de l'Équateur, on observe un recul de 26,7 % représentant 889 millions de dollars.

277. En 2013, les transferts de fonds aux familles restées dans le pays ont représenté 2 449 500 000 dollars, montant inférieur de 0,7 % à celui enregistré en 2012 (2 466 900 000 dollars).

278. En 2014, ces transferts ont totalisé 2 461 700 000 dollars, ce qui est légèrement supérieur (0,5 %) au montant enregistré en 2013 (2 449 500 000 dollars).

279. En 2015, 2 377 800 000 dollars des États-Unis ont été transférés dans le pays, ce qui représente 3,4 % de moins qu'en 2014 (2 461 700 000 dollars). La diminution des transferts de fonds observée en 2015 par rapport à 2014 est due à la conjoncture économique des principaux pays d'émigration des ressortissants équatoriens ainsi qu'à la dépréciation de 19,6 % de l'euro par rapport au dollar pendant cette période.

280. En 2016, les envois de fonds se sont élevés à 2 milliards 602 millions de dollars, soit 9,4 % de plus qu'en 2015 (2 377 800 000 dollars). Cette année-là, le pays a reçu à ce titre 8 842 704 virements, nombre en hausse de 11,7 % par rapport à 2015 (7 913 529).

281. L'augmentation des envois de fonds et du nombre de virements en 2016 par rapport à 2015 pourrait s'expliquer par la conjoncture économique des principaux pays de résidence des émigrés équatoriens (États-Unis d'Amérique, Espagne et Italie, notamment) ainsi que par l'élan de solidarité manifesté par les émigrés à l'occasion du séisme d'avril 2016 dans la province de Manabí.

#### **Transferts de fonds des travailleurs migrants équatoriens**

(en millions de dollars des États-Unis, 2011-2016)

<i>Année</i>	<i>Transferts de fonds</i>	<i>PIB (b)</i>	<i>Rapport (c=a/b)</i>
2011	2 672,40	79 276,70	3,40 %
2012	2 466,90	87 924,50	2,80 %
2013	2 449,50	95 129,70	2,60 %
2014	2 461,70	102 292,30	2,40 %
2015	2 377,80	100 176,80	2,40 %
2016	2 602,00	97 802,20	2,70 %

*Source* : Banque centrale de l'Équateur, 2017 (Organismes de transfert de fonds et institutions financières).

f)

282. Entre 2012 et 2014, l'Unité de la lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants a mené des actions au niveau international avec l'appui du Bureau central national (BCN) d'Interpol. Ces interventions ont abouti à la libération de 282 victimes et à l'arrestation de 168 personnes en 2012. La même année, 119 enfants victimes de la traite, de

la pornographie, de l'exploitation sexuelle et de l'exploitation par le travail ont été mis en sécurité par la Direction nationale de la police des mineurs (DINAPEN) et l'Unité de la lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants. Soixante-treize personnes ont pu être libérées en 2013 et 70 en 2014. Toujours en 2014, une opération a été menée en coordination avec les organismes de protection des victimes pour assurer le retour en Équateur de 14 victimes mineures.

283. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 31 de la liste de points.

*g)*

284. Le Service de la défense publique a été saisi de 155 cas de victimes dont 82 ont déjà déposé plainte et 42 ont constitué leur dossier pour le faire dans les prochaines semaines ; 33 cas sont en attente faute de réunir toutes les conditions requises. L'annexe 16 contient des informations sur l'aide juridique fournie aux étrangers.

285. S'agissant de l'aide juridique fournie aux Équatoriens qui se trouvent à l'étranger, elle a concerné les personnes confrontées à des problèmes de remboursement de prêts hypothécaires en Espagne. L'annexe 14 contient des renseignements à ce sujet et sur l'aide juridique fournie aux mineurs placés dans des foyers pour être adoptés en Italie. On trouvera plus d'informations dans la réponse au paragraphe 14 de la liste de points.

*h)*

286. Les données sur ce point figurent à l'annexe 4 relative aux personnes refoulées.

*i)*

287. La réponse au paragraphe 7 de la liste de points contient plus d'informations à ce sujet. On trouvera à l'annexe 3 relative aux visas des données concernant le nombre de visas délivrés, ventilées par sexe et âge.